

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2361

19 octobre 2007

SOMMAIRE

Alceda Star S.A.	113298	International Resources Holdings S.A. ..	113325
Atraxis Immobilière S.A.	113323	Kamea International S.A.	113320
Broadgate Stockholm Properties S.A. ..	113290	Landmark Investment Management Lux S.à r.l.	113312
Cabosse SA	113328	La Poja	113312
Carlyle (Luxembourg) Participations 3 S.à r.l.	113320	Luminosa Initiatives Financières S.A. ...	113324
CEP II Investment 2 S.à r.l.	113320	Mendel S.A.	113324
CETP NPA S.à r.l.	113319	Poland Residential (Lux) Holding Compa- ny II S.à r.l.	113290
Colart International S.A.	113326	Quadro Capital Management S.à r.l.	113298
Columbus Luxembourg Three S. à r.l. ..	113328	Solter Investments S.A.	113321
Coslir S.A.	113327	Starlux International S.A.	113298
CVI GVF Germany GP Two S.à r.l.	113282	Steel Finance S.A.	113325
Distriflor	113321	Stonehenge Participations S.A.	113322
DNR (Luxembourg) Holding S.A.	113323	Swiss Re Europe S.A.	113322
Edifac S.A.	113327	TeamSystem Luxco Participation I	113312
Euro Composites S.A.	113326	Technolux Holding S.A.	113325
Finvela S.A.	113326	Topflite Holding Luxembourg S.A.	113283
Good Energies Investments 2 (Luxem- bourg) S.à r.l.	113286	Tweelandenpunt Holding S.A.	113290
Gras Savoye Luxembourg	113328	UMA, Unified Management Associates S.A.	113323
Hagen S.à r.l.	113283	Valencia Investments S.à r.l.	113282
H - Junglinster	113283	WZI-Finanz S.à r.l.	113282
Ideal Standard International Holding ...	113319	Zapata Finance S.à r.l.	113282
International Global Fund Management (Luxembourg) S.A.	113322		

Zapata Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 75.828.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007113197/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07586. - Reçu 24 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070129862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Valencia Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.035.589,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 96.633.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007113198/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07582. - Reçu 30 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070129861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

CVI GVF Germany GP Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 129.289.

Résolutions du Conseil de Gérance de la Société en date du 24 juillet 2007

En date du 24 juillet 2007, le conseil de gérance de la société a pris la résolution suivante:

De transférer le siège de la Société du 20, rue de la Poste, L- 2346 Luxembourg, au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 13 juillet 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007113035/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2007, réf. LSO-CI08585. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070129372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2007.

WZI-Finanz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 35.874.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 18 septembre 2007.

R. Arrensdorff

Notaire

Référence de publication: 2007112049/218/12.

(070128448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2007.

Topflite Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 39.005.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2007113211/304/13.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH08751. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Hagen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 111.660.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007113204/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07563. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

H - Junglinster, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 131.804.

STATUTS

L'an deux mille sept, le douze septembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société anonyme HELA LUX, avec siège social à L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 32.950,

ici dûment représentée par:

- Monsieur Christoph Leinen, administrateur, demeurant à Mettlach, et
- Monsieur Fernand Entringer, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant a requis, le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de H-JUNGLINSTER.

Art. 2. Le siège social est établi à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social pourra être transféré par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant comme en cas de modification des statuts dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet exclusif l'engagement et la mise à disposition de HELA LUX des salariés nécessaires à l'exploitation du site à Junglinster, respectivement d'autres sites créés ou à créer de HELA LUX, aux mêmes droits et conditions de travail que les salariés employés actuellement au site de Bettembourg, étant entendu que les deux sites forment une entreprise unique dans le sens du droit du travail.

La société ne peut se livrer à l'égard des tiers à des activités de travail intérimaire ou de prêt temporaire de main d'oeuvre.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille Euros (50.000,- EUR) représenté par cinq (5) actions de dix mille Euros (10.000,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

La société peut, dans la mesure et aux conditions fixées par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. La société est administrée par un conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants cesse immédiatement après l'Assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le pouvoir d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, ou sur la demande de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Sauf dans le cas de force majeure résultant de guerre, de troubles ou d'autres calamités publiques, le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Tout membre empêché ou absent peut donner par écrit, par télégramme ou par télex, confirmés par écrit, à un de ses collègues, délégation pour le représenter aux réunions du conseil et voter à ses lieu et place.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage la voix de celui qui préside le réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration fonctionnera suivant un règlement intérieur adopté par la majorité de ses membres.

Art. 8. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme ou télex, confirmés par écrit dans les trois jours francs. Ces lettres, télégrammes ou télex seront annexés au procès-verbal de la délibération.

Art. 9. Lors de chaque séance du conseil d'administration, il sera dressé un procès-verbal qui sera signé par tous les administrateurs qui auront pris part aux délibérations.

Les originaux de ces procès-verbaux seront incorporés au registre de la société.

Les copies ou extraits, dont production sera faite, seront certifiés conformes par le président ou par deux administrateurs.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

Les actes de ces personnes n'engageront la société que pour autant qu'elles auront agi dans les limites de leurs pouvoirs.

Art. 12. La société est surveillée par un commissaire nommé par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale; elle ne pourra cependant dépasser six années.

Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes opérations de la société.

Il peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes écritures de la société.

Il lui est remis chaque semestre par l'administration un état résumant la situation active et passive.

Le commissaire doit soumettre à l'assemblée générale le résultat de leurs opérations avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Sa responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Art. 13. Les administrateurs et commissaire ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la société, mais ils sont responsables vis-à-vis de la société de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième vendredi du mois de juin à 17.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié légal, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. L'assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le/s commissaire/s. Elle doit être convoquée par le conseil d'administration sur la demande de l'actionnaire unique.

Elle se tient au lieu indiqué dans les avis de convocation. Les sujets à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions prévues par la loi. Tout actionnaire peut se faire représenter pour un nombre illimité d'actions par un fondé de procuration spéciale sous seing privé.

Art. 18. L'assemblée générale délibère suivant le prescrit de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les lois modificatives. Dans les assemblées non modificatives des statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix représentées.

Art. 19. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le président désigne le secrétaire et l'assemblée générale élit deux scrutateurs.

Art. 20. Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal qui mentionne les décisions prises, les nominations effectuées, ainsi que les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par les membres du bureau. Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par un administrateur.

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année, sauf le premier exercice qui commence à la date de la constitution et finit au 31 décembre suivant.

Chaque année, les livres, registres et comptes de la société sont arrêtés, et il est dressé un inventaire contenant l'indication de toutes les valeurs actives et de tout le passif de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements ainsi que les dettes des administrateurs et commissaires envers la société.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée générale ordinaire aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions et indications du mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Art. 22. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 23. Quinze jours avant l'assemblée ordinaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont au siège social à la disposition des actionnaires.

Art. 24. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 25. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après la réalisation de l'actif de l'apurement du passif, les actions de capital seront remboursées. Toutefois, elles ne seront prises en considération qu'en proportion de leur degré de libération.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2008.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société anonyme HELA LUX, avec siège social à L-3225 Bettembourg, Zone Industrielle Scheleck II, et libérées entièrement par le souscripteur prèdit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (50.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de deux mille euros.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La comparante, prédésignée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a, par son mandataire, pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à 5, et celui des commissaires aux comptes à 1.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Norbert Friob, industriel, né à Wolkrange, (Belgique), le 16 juillet 1941, demeurant à L-6131 Junglinster, 24, rue Hiehl;
 - b) Monsieur Pierre Friob, industriel, né à Luxembourg, le 12 août 1967, demeurant à L-2440 Luxembourg, 20, rue du Rollingergrund;
 - c) Monsieur Fernand Entringer, avocat à la Cour, né à Kayl, le 6 septembre 1942, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II;
 - d) Monsieur Werner Diehl, administrateur de société, né à Sankt Ingbert, le 12 octobre 1944, demeurant à Saarbrücken, Odoakerstrasse 4;
 - e) Monsieur Christoph Leinen, administrateur, né à Mettlach, le 22 juillet 1957, demeurant à Mettlach-Orscholz, Buchenweg 3.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Paul Laplume, maître en sciences économiques, né à Dudelange, le 22 mars 1958, demeurant professionnellement à L-6131 Junglinster, 18, rue Hiehl.
- 4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013.
- 5.- Le siège social est établi à L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ès qualités qu'il agit, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Leinen, F. Entringer, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 septembre 2007, Relation GRE/2007/4040. — Reçu 500 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 septembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007113209/231/183.

(070129908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Good Energies Investments 2 (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 130.919.

In the year two thousand and seven, on the twenty-fifth day of July.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., (former VALBELLA S.A.) a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered number B 35.872 and having its registered office at L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance,

duly represented by Mr Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 24 July 2007.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as aforementioned, is the sole shareholder of GOOD ENERGIES INVESTMENTS 2 (LUXEMBOURG) S.à r.l., a company existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies register under Section B, incorporated as a société à responsabilité limitée pursuant to a notarial deed passed on 10 July 2007, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Company»).

The appearing party, represented as aforementioned, representing the entire share capital of the Company takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to twelve thousand five hundred fifty euro (EUR 12,550.-) through the issue of two (2) new shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Subscription and payment

The newly issued two (2) shares are subscribed by GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l, here represented by Mr Raf Bogaerts, prenamed, by virtue of a proxy hereto attached, at a total price of eighty-one million three hundred fifty-one thousand nine hundred fifty euro (EUR 81,351,950.-) out of which fifty euro (EUR 50.-) are allocated to the share capital of the Company and eighty-one million three hundred fifty-one thousand nine hundred euro (EUR 81,351,900.-) to the share premium.

Those subscribed shares are fully paid up through a contribution in kind of one hundred fifty thousand (150,000) shares (i.e. 100%) of GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V., a private company with limited liability incorporated under the laws of The Netherlands, having its registered offices in Amsterdam, The Netherlands, and its principal place of business at Jachthavenweg 111, 1081 KM Amsterdam, The Netherlands, registered with the Commercial Register of the Chamber of Commerce under registration number 33286484.

The value of this contribution has been subject to a report dated 24 July 2007, established by ERNST & YOUNG, réviseur d'entreprises, having its registered office in L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall and the conclusion of the report reads as follows:

«Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 2 shares with a nominal value of EUR 25.- each to be issued with total related share premium of EUR 81,351,900.-, hence total consideration of EUR 81,351,950.-.»

The said report will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. acting through its proxy hereby certifies with respect to the contribution in kind of the shares, that on the day and at the moment of such contribution:

1. it is the legal and beneficial owner of all the shares being contributed;
2. all the transfer formalities have been complied with and there are no pre-emption rights nor any other rights attached to the shares by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred to him;
3. it has all corporate powers to accomplish and execute all documents necessary to the present transfer of shares;
4. the shares are, to the best of the knowledge of GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., unencumbered and freely transferable to the Company;
5. the transfer of the shares in GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V. shall be recorded in the register of shareholders of the relevant companies.

Furthermore, a certificate issued by Good Energies Investments B.V. confirming that GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. is registered as shareholder and that the shares are freely transferable to the Company, has been produced to the undersigned notary, and remain attached to the present deed.

The transfer of the shares in GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V. is documented simultaneously with the present deed by a notarial deed in The Netherlands, a copy of which is attached hereto.

The notary shall be provided by the Company with the relevant proof that all these formalities have been accomplished.

If supplementary formalities should be required in relation with the transfer of the shares, GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., as the contributor, will undertake the necessary steps as soon as possible.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, article 5 of the articles of incorporation shall be amended so as to read as follows:

« **Art. 5.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred fifty euro (EUR 12,550.-) represented by five hundred two (502) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.»

Capital duty request

Considering that the present deed documents an increase of the subscribed share capital of a Luxembourg company by a contribution in kind consisting of 100% of the shares of a company having its registered office in an European Union Member State, the Company requests in accordance with article 4-2 of the law of 29 December 1971, as modified, exemption from the capital duty.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about ten thousand euro (EUR 10,000.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same proxyholder, the French version will prevail in case of divergences between the English and French text.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire, de résidence à Luxembourg.

A comparu:

GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., (anciennement VALBELLA S.A.), une société constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, étant inscrite sous le numéro B 35.872, et ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance,

ici représentée par Monsieur Raf Bogaerts, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 24 juillet 2007,

laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme indiqué ci-avant, est l'associée unique de GOOD ENERGIES INVESTMENTS 2 (LUXEMBOURG) S.à r.l., une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, en cours d'être inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte notarié en date du 10 juillet 2007, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

La comparante, représentée comme indiqué ci-avant, détenant l'intégralité du capital de la Société, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à douze mille cinq cent cinquante euros (EUR 12.550,-) par l'émission de deux (2) parts sociales nouvelles de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Souscription et libération

Les deux (2) nouvelles parts sociales émises sont souscrites par GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., ici représentée par Raf Bogaerts, prénommé, en vertu d'une procuration ci-jointe, à un prix total de quatre-vingt et un millions trois cent cinquante et un mille neuf cent cinquante euros (EUR 81.351.950,-) dont cinquante euros (EUR 50,-) sont affectés au capital social de la Société et quatre-vingt et un millions trois cent cinquante et un mille neuf cent euros (EUR 81.351.900,-) à la prime d'émission.

Ces parts sociales souscrites sont entièrement libérées par un apport en nature de cent cinquante mille (150.000) parts sociales (i.e. 100%) dans GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V., une besloten vennootschap constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam, Pays-Bas, et son centre principal d'affaires à Jachthavenweg 111, 1081 KM Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès du Commercial Register of the Chamber of Commerce sous le numéro 33286484.

La valeur de cet apport a fait l'objet d'un rapport en date du 24 juillet 2007, établi par ERNST & YOUNG, réviseur d'entreprises, ayant son siège social à 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, dont la conclusion est la suivante:

«Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least in number and nominal value to the 2 shares with a nominal value of EUR 25.- each to be issued with total related share premium of EUR 81,351,900.-, hence total consideration of EUR 81,351,950.-.»

Ledit rapport restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., agissant par son mandataire, certifie par la présente qu'au jour et au moment de la contribution:

1. elle est propriétaire de toutes les parts sociales apportées;
2. toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux parts sociales par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs parts sociales lui soient transférées;
3. elle a tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;
4. les parts sociales, sont, à la meilleure connaissance de GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., libres de toute charge et librement transférables à la Société;
5. le transfert des actions dans GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V. sera inscrit par une inscription dans le registre d'actionnaires des sociétés concernées.

Un certificat signé par GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V. confirmant que GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. est bien inscrite comme actionnaire de ladite Société et que les parts sociales sont librement transférables à la Société, a été fourni au notaire soussigné et restera annexé au présent acte.

Le transfert des actions dans GOOD ENERGIES INVESTMENTS B.V. est documenté simultanément avec le présent acte par acte notarié aux Pays-Bas dont une copie est jointe au présent acte.

La preuve de l'exécution de ces formalités sera fournie au notaire soussigné par la Société.

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert de l'intégralité du patrimoine, GOOD ENERGIES INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., en tant qu'apporteur, prendra toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article 5 des statuts de la Société est modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent cinquante euros (EUR 12.550,-), représenté par cinq cent deux (502) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.»

Demande en exonération du droit d'apport

Compte tenu du fait que le présent acte documente une augmentation du capital d'une société luxembourgeoise par apport de 100% des actions d'une société ayant son siège social dans un pays de la Communauté Européenne, la Société requiert, conformément à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée, l'exonération du droit d'apport.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de l'augmentation du capital sont estimés à dix mille euros (EUR 10.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire, le texte français fera foi en cas de divergences entre les deux.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Bogaerts, J. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, LAC/2007/20145. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2007.

J. Baden.

Référence de publication: 2007113399/7241/169.

(070129950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Broadgate Stockholm Properties S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 81.608.

Avec effet au 31 août 2007, la société anonyme FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a dénoncé le siège social de la société anonyme BROADGATE STOCKHOLM PROPERTIES S.A., sise à L-1724 Luxembourg, 3, boulevard Prince Henri.

Luxembourg, le 10 septembre 2007.

Pour avis sincère et conforme

BROADGATE STOCKHOLM PROPERTIES S.A

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007112990/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2007, réf. LSO-CI03898. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070128826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2007.

Tweelandenpunt Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 39.687,75.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 64.304.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007113199/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07579. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Poland Residential (Lux) Holding Company II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 131.818.

STATUTES

In the year two thousand seven, on the seventh of August.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

POLAND RESIDENTIAL DEVELOPMENT COMPANY LIMITED, with registered office at THE OFFICES OF PAGET-BROWN & CO. LTD., Boundary Hall, Cricket Square, P.O. Box 1111, Grand Cayman, KY1-1102 Cayman Islands, British West Indies,

duly represented by Ms Séverine Claudot, private employee, professionally residing at L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled ne varietur by the mandatory of the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name POLAND RESIDENTIAL (LUX) HOLDING COMPANY II S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange (Grand Duchy of Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the

case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one A Manager and one B Manager or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

15.3. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.4. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2007.

Subscription - Payment

Thereupon, POLAND RESIDENTIAL DEVELOPMENT COMPANY LIMITED, prenamed and represented as stated above declares to subscribe to five hundred (500) shares in registered form, with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand one hundred (2,100.-) euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

A Manager:

Mr Olivier Dorier, Company Director, born in Saint-Remy (French) on 25 September 1968, with professional address at L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

B Managers:

Mr Henry A. Thompson, lawyer, with professional address at 15, Sloane Square, 2nd Floor, London SW1W 8ER, United Kingdom;

Mr Mohammed Chowdhury, Banker, born in Sylhet on 8 December 1967, residing at Villa 15, Gate 30, Avenue 35, Janabiyah 561, Bahrain;

Mrs Emira Socorro, Banker, born in Puerto La Cruz on 12 July 1970, residing at 15, Sloane Square, 2nd Floor, London SW1W 8ER, United Kingdom.

2. The registered office of the Company is set at L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the mandatory of the person appearing, said mandatory signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil sept, le sept août.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

POLAND RESIDENTIAL DEVELOPMENT COMPANY LIMITED, ayant son siège social à THE OFFICES OF PAGET-BROWN & CO. LTD., Boundary Hall, Cricket Square, P.O. Box 1111, Grand Cayman, KY1-1102 Cayman Islands, British West Indies,

valablement représentée par Mademoiselle Séverine Claudot, employé privé, demeurant professionnellement à L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination POLAND RESIDENTIAL (LUX) HOLDING COMPANY II S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cent (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B, ou, le cas échéant, par les signatures individuelle ou conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémuné-

ration. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2007.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, POLAND RESIDENTIAL DEVELOPMENT COMPANY LIMITED prénommé et représenté comme dit ci-dessus, déclare souscrire cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ deux mille cent (2.100,-) euros.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant A:

M. Olivier Dorier, directeur de sociétés, né à Saint-Remy (France) le 25 septembre 1968, demeurant professionnellement au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach.

Gérants B:

M. Henry A. Thompson, avocat, né en Egypte le 16 novembre 1961, demeurant professionnellement à 15, Sloane Square, 2nd Floor, London SW1W 8ER, Angleterre;

M. Mohammed Chowdhury, Banquier, né à Sylhet le 8 décembre 1967, demeurant à Villa 15, Gate 30, Avenue 35, Janabiyah 561, Bahrain;

Mme Emira Socorro, Banquier, née à Puerto La Cruz le 12 juillet 1970, demeurant à 15, Sloane Square, 2nd Floor, Londres SW1W 8ER, Angleterre.

2. Le siège social de la Société est établi au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Claudot, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2007. LAC/2007/22656. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007113242/5770/403.

(070130187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Quadro Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 115.813.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007113203/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07567. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Starlux International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 103.165.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007112083/817/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2007, réf. LSO-CI07042. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070128099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2007.

Alceda Star S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 131.773.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünfundzwanzigsten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft AQUILA CAPITAL HOLDING AG, mit Sitz in Ferdinandstrasse 25/27, D-20095 Hamburg
hier vertreten durch Herrn Dr Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, 14, rue Erasme, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 25. Juni 2007.

Die Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden.

Abschnitt 1. Allgemeines

Art. 1. Definitionen. Soweit in dieser Satzung genutzt, haben die folgenden Begriffe die nachstehend festgelegte Bedeutung. Soweit identisch definierte Begriffe ebenso in einem Beschluss des Verwaltungsrates, der ein Compartment gründet, enthalten sind, sollen die Definitionen, die in diesem Beschluss des Verwaltungsrates enthalten sind, in Bezug auf dieses Compartment vorgehen und in dem Fall, dass identisch definierte Begriffe ebenso in einer Anlage oder Konditionen enthalten sind, geht die Definition, die in dieser Anlage oder diesen Konditionen enthalten ist, in Bezug auf die Klassen von Instrumenten, auf die sich diese Anlage oder diese Konditionen beziehen, vor.

Anlage bezeichnet eine Anlage zur Satzung, in der die spezifischen Bedingungen der Compartment-Anteile bzw. Genussrechte aufgeführt sind, die innerhalb einer bestimmten Klasse eines bestimmten Compartments ausgegeben werden.

Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft, in der jeweils geltenden Fassung.

Vermögenswerte bezeichnet in Bezug auf ein Compartment die Vermögenswerte dieses Compartments.

Genehmigtes Kapital bezeichnet das, in Artikel 6 dieser Satzung beschriebene, genehmigte Kapital der Gesellschaft, in einer Höhe, wie sie von Zeit zu Zeit von der Hauptversammlung der Anteilhaber festgelegt wird.

Genussrechte bezeichnet jegliche Genussrechte (parts bénéficiaires), die von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in der Satzung und der maßgeblichen Anlage vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

Verwaltungsrat bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Geschäftstag bezeichnet einen Tag (außer einem Samstag oder Sonntag), an welchem Handelsbanken und Devisenmärkte in London, Luxemburg und an solchen anderen Orten, wie sie in der entsprechenden Anlage bestimmt werden können, Zahlungen leisten und für das Hauptgeschäft (inklusive Handel in Devisen und Fremdwährungseinlagen) geöffnet haben.

Berechnungsstelle bezeichnet die als solche in der entsprechenden Anlage benannte Person.

Klasse bezeichnet eine Klasse von Instrumenten, die für ein bestimmtes Compartment ausgegeben wird, wie in der jeweiligen Anlage oder in den Konditionen, je nach Sachverhalt, angegeben.

Wert der Klasse bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Instrumenten den Teil des Compartment-Wertes, der dieser Klasse zugewiesen oder zugerechnet wird.

Gesellschaft bezeichnet ALCEDA STAR S.A.

Gesetz von 1915 bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Compartment bezeichnet einen getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft im Sinne von Artikel 5 des Verbriefungsgesetzes, dem zu gegebenen Zeitpunkten Vermögenswerte zugewiesen werden.

Compartment-Anteilhaber bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Compartment-Anteilen.

Compartment-Anteile bezeichnet alle Anteile, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden, und die mit den in der jeweiligen Anlage vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

Compartment-Wert bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment, den an einem Bewertungstag bestimmten Wert der Vermögenswerte, die diesem Compartment zugewiesen bzw. zugerechnet werden, abzüglich der Forderungen von Transaktionsparteien (außer den Instrument-Inhabern) des jeweiligen Compartments.

Konditionen bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von Schuldinstrumenten die Bedingungen und Konditionen dieser Schuldinstrumente, wie sie im jeweiligen Verkaufsprospekt und in den jeweiligen Transaktionsunterlagen ausgeführt sind.

Depotbank bezeichnet das Kreditinstitut, das jeweils von der Gesellschaft als Depotbank für Vermögenswerte eines Compartments, wie in der betreffenden Anlage oder den betreffenden Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt, bestellt wird.

Inhaber von Schuldinstrumenten bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Schuldinstrumenten.

Schuldinstrumente bezeichnet jegliche Schuldinstrumente, die von der Gesellschaft jeweils innerhalb einer bestimmten Klasse und in Bezug auf ein bestimmtes Compartment ausgegeben werden und die mit den in den entsprechenden Konditionen vorgesehenen Rechten ausgestattet sind.

EUR, Euro, € bezeichnet die gesetzliche Währung hinsichtlich des Großherzogtums Luxemburg und die gesetzliche Währung der Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die sich an der dritten Phase der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion beteiligen.

Inhaber von Gründungsanteilen bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Gründungsanteilen.

Gründungsanteile bezeichnet Gründungsanteile am Eigenkapital der Gesellschaft, die nicht für ein Compartment ausgegeben werden und die mit den, wie in der Satzung beschrieben, jeweils damit verbundenen Rechten ausgestattet sind.

Instrument-Inhaber bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Instrumenten.

Instrumente bezeichnet jegliche Anteile, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente.

Ausgabetag bezeichnet, in Bezug auf die Instrumente, das Datum, das als solches in der betreffenden Anlage oder in den betreffenden Konditionen, je nachdem, was zutrifft, festgeschrieben wurde.

Prospekt bezeichnet den Prospekt, der sich auf ein Compartment des Emittenten und auf eine bestimmte Klasse oder Klassen von Instrumenten bezieht, die für das betreffende Compartment ausgegeben werden.

Einlösungsbetrag bezeichnet den Betrag, zu dessen Erhalt jeder Inhaber eines Compartment-Anteils oder Genussrechts einer bestimmten Klasse am Rückzahlungstag gemäß der Satzung und der jeweiligen Anlage einen Anspruch hat.

Rückzahlungstag bezeichnet in Bezug auf jede Klasse von Compartment-Anteilen oder Genussrechten den Tag, an dem der Rückzahlungsbetrag von der Gesellschaft gemäß der Satzung und der jeweiligen Anlage zahlbar ist.

Register bezeichnet in Bezug auf die jeweils in Namensform ausgegebenen Instrumente jeder Klasse, das von der Gesellschaft oder der jeweiligen Registerstelle zum Zwecke der Eintragung und Übertragung dieser Namensinstrumente gehaltene Register (welches für die Compartment-Anteile das Anteilregister der Gesellschaft im Sinne von Artikel 39 des Gesetzes von 1915 ist).

Registerstelle bezeichnet die jeweilige Person in Luxemburg, die von der Gesellschaft als Registerführer für eine Klasse von Instrumenten bestellt ist, wie in der betreffenden Anlage oder den Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt.

Verbriefungsgesetz bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen.

Anteilinhaber bezeichnet den jeweiligen Inhaber von Gründungsanteilen oder Compartment-Anteilen.

Anteile bezeichnet, je nach Sachverhalt, die Gründungsanteile und/oder die Compartment-Anteile.

Börse bezeichnet jede Börse einschließlich der geregelten Märkte, wie sie in Artikel 4 Absatz 1 Unterabsatz 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April über Märkte für Finanzinstrumente definiert sind, gemeint.

Tranche bezeichnet eine Tranche von Instrumenten, die von der Gesellschaft ausgegeben wurden und die eine Klasse oder einen Teil einer Klasse bilden.

Transaktionsunterlagen bezeichnet in Bezug auf ein bestimmtes Compartment die von der Gesellschaft hinsichtlich dieses Compartments eingegangenen Verträge, und die, je nach Sachverhalt, in der jeweiligen Anlage oder in den jeweiligen Konditionen aufgeführt sind.

Transaktionspartei bezeichnet in Bezug auf ein Compartment eine Partei, die von dem jeweiligen Compartment ausgegebene Instrumente hält, oder einen Gläubiger, dessen Ansprüche im Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Liquidation des betreffenden Compartments entstanden sind oder diesem vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß zugewiesen wurden.

Genussrechtsinhaber bezeichnet die jeweiligen Inhaber von Genussrechten.

Bewertungstag bezeichnet einen Tag, an dem ein Compartment-Wert oder ein Wert je Instrument von der Berechnungsstelle im Einklang mit der betreffenden Anlage oder, im Falle von Schuldinstrumenten, den Konditionen berechnet wird.

Wert je Instrument bezeichnet in Bezug auf eine Klasse von (i) Compartment-Anteilen, (ii) Genussrechten oder (iii) Schuldinstrumenten, deren Rendite sich direkt aus den der Ausgabe dieser Schuldinstrumente zugrunde liegenden Vermögenswerten ableitet, den Wert, der an einem Bewertungstag durch Teilung des Wertes der Klasse, der dieser Klasse von Instrumenten zuzurechnen ist, durch die Anzahl der zum jeweiligen Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Instrumente ermittelt wird.

Abschnitt 2. Die gesellschaft

Art. 2. Rechtsform und Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Anteilen und Genussrechten werden, wird hiermit eine Gesellschaft in Form einer société anonyme, unter dem Namen ALCEDA STAR S.A., welche den Status einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Verbriefungsgesetzes hat und Gegenstand der Regelungen dieses Verbriefungsgesetzes ist und dessen Bestimmungen unterliegt, errichtet.

Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg errichtet worden.

3.2 Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außerordentliche politische oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die einfache Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Behebung dieser besonderen Umstände ins Ausland verlegt werden; eine solche provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

4.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anteilinhaber, nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, aufgelöst und in Liquidation gesetzt werden, vorausgesetzt allerdings, dass die Gesellschaft solange nicht aufgelöst und in Liquidation gesetzt wird, wie ein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und der entsprechenden Anlage, die im Hinblick auf die Anteile jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, Anwendung finden, aufgelöst und liquidiert wurde.

Art. 5. Gesellschaftszweck.

5.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft ist es, ein oder mehrere Verbriefungsgeschäfte im Sinne des Verbriefungsgesetzes einzugehen, und die Gesellschaft kann in diesem Zusammenhang in einem oder mehr Geschäften oder auf kontinuierlicher Basis, bestehende oder zukünftige Risiken, die im Zusammenhang mit der Beteiligung an Vermögenswerten, ob beweglich oder unbeweglich, materiell oder immateriell, stehen, sowie Risiken, die aus Verpflichtungen, die von Dritten übernommen wurden oder sich auf alle oder Teile der Tätigkeiten von Dritten beziehen, übernehmen. Die Gesellschaft kann diese Risiken durch Erwerb der Vermögenswerte, durch das Garantieren der Verbindlichkeiten oder durch Selbstbindung auf einem anderen Wege übernehmen. Soweit dies gesetzlich und gemäß dieser Satzung zulässig ist, kann sie ebenso die Forderungen und andere von ihr gehaltene existierende oder zukünftige Vermögenswerte, durch ein oder mehrere Geschäfte oder auf kontinuierlicher Basis übertragen oder diese veräußern.

5.2 Die Gesellschaft kann im gleichen Zusammenhang und in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, Darlehen, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Wechsel, Vorzugsdarlehen, Anteile, Optionsscheine und

andere Wertpapiere erwerben, veräußern und in solche investieren. Die Gesellschaft kann im Sinne von Artikel 61 des Verbriefungsgesetzes an Luxemburger oder ausländische juristische Personen Pfandgegenstände, andere Garantien oder Sicherheiten jeder Art gewähren.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Instrumente ausgeben, die sich auf ein oder mehrere getrennte Compartments beziehen, mit einem Ertrag, basierend auf der Entwicklung von jeder Art von Wertpapieren, Anteilen oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen oder Finanzinstrumenten gleich welcher Art (einschließlich, um Zweifel auszuschließen, derivativer Instrumente), und/oder von jedem anderen Vermögenswert oder jedem anderen Risiko im Sinne von Artikel 53 des Verbriefungsgesetzes. Instrumente einer bestimmten Klasse können in einer oder mehreren Tranchen ausgegeben werden.

5.3 Die Gesellschaft kann, in dem Maße wie es das Verbriefungsgesetz zulässt, ihre Vermögenswerte unter den Bedingungen abtreten, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit, in Übereinstimmung mit und gemäß der entsprechenden Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nachdem was zutreffend ist, bezüglich der Instrumente, die von der Gesellschaft in Bezug auf solche Vermögenswerte ausgegeben werden, festsetzt.

5.4 Die Gesellschaft kann alle rechtlichen, kommerziellen, technischen und finanziellen Investitionen oder Tätigkeiten und im Allgemeinen alle Transaktionen, welche notwendig oder nützlich sind, um ihren Zweck zu erfüllen und weiterzuentwickeln, ebenso wie alle Tätigkeiten, die direkt oder indirekt die Erreichung des Zweckes in allen oben beschriebenen Bereichen erleichtern, ausführen.

5.5 Die Gesellschaft kann in jeder vom Verbriefungsgesetz erlaubten Form Kredite aufnehmen. Sie kann Wertpapiere jeder Art ausgeben, einschließlich unter einem oder mehr Ausgabeprogrammen. Die Gesellschaft kann, in dem Maße, wie es das Verbriefungsgesetz erlaubt, Risiken aufnehmen durch Eingehen von Darlehensgeschäften einschließlich bezüglich der Erträge aus Darlehen und/oder der Ausgabe von Wertpapieren mit ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder mit jeder anderen Gesellschaft.

Art. 6. Gesellschaftskapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann Gründungsanteile und, falls vorhanden, Compartment-Anteile umfassen. Gegenwärtig hat die Gesellschaft ein ausgegebenes Gesellschaftskapital von einunddreißigtausend Euro (€ 31.000,-), bestehend aus dreihundertzehn (310) Gründungsanteilen, jeder mit einem Nennwert von einhundert Euro (€ 100,-), welche alle voll einbezahlt wurden.

6.2 Die Gesellschaft hat ein Genehmigtes Kapital von einer Million Euro (1.000.000,-Euro).

6.3 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Anteilhaber nach dem Verfahren, wie es für eine Abänderung dieser Satzung vorgesehen ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

6.4 Des Weiteren kann das ausgegebene Kapital der Gesellschaft aufgrund eines Verwaltungsratsbeschlusses durch die Ausgabe neuer Anteile bis zur Höhe des Betrages des Genehmigten Kapitals erhöht werden. Jedes Mal, wenn der Verwaltungsrat so handelt, um eine Erhöhung des ausgegebenen Kapitals wie in dieser Satzung vorgesehen ganz oder teilweise durchzuführen, wird der Verwaltungsrat veranlassen, diesen Artikel 6 aktualisieren zu lassen, so dass dieser diese Kapitalerhöhung widerspiegelt, und er wird alle notwendigen Handlungen vornehmen oder dazu ermächtigen, alle notwendigen Handlungen zum Zweck einer solchen Berichtigung in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht durchzuführen.

6.5 Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit solche Kapitalreserven (zusätzlich zu jenen, die gesetzlich vorgeschrieben sind) bilden, wie sie nach seiner Entscheidung angemessen sind, und er kann einen Agio aus Geldmitteln, welche die Gesellschaft als Ausgabepremien auf die Ausgabe und den Verkauf von Anteilen erhalten hat, bilden, wovon die Reserven oder der Agio, zwecks Vorsorge für die Zahlung von Anteilen, welche die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dieser Satzung zurückerhält, zum Ausgleich realisierter oder nicht realisierter Kapitalverluste, zur Zahlung einer Dividende oder einer anderen Ausschüttung oder, zwecks Zuordnung zum Betrag der gesetzlichen Rücklage oder zu jeder anderen Liquiditätsreserve, verwendet werden können und wie es durch die Hauptversammlung der Anteilhaber oder den Verwaltungsrat, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

6.6 Anteile, die innerhalb des Genehmigten Kapitals ausgegeben werden, können je nachdem, wie dies der Verwaltungsrat beschließt, aus derselben oder zwei oder mehr verschiedenen Klassen bestehen. Die spezifischen, jeder Klasse von Anteilen zugeordneten Rechte werden zum Zeitpunkt der Ausgabe durch den Verwaltungsrat (im Falle der Ausgabe innerhalb des Genehmigten Kapitals) beziehungsweise durch die Hauptversammlung der Anteilhaber festgelegt.

6.7 Die Compartment-Anteilhaber sind nicht dazu berechtigt, den Umtausch ihrer Anteile in Anteile, die sich auf ein anderes Compartment beziehen, zu verlangen.

Art. 7. Anteile.

7.1 Gründungsanteile verleihen kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines jeden Compartments. Soweit nicht anderweitig in der entsprechenden Anlage festgelegt, verleihen Compartment-Anteile kein Recht auf Teilhabe an den bestehenden oder erwirtschafteten Vermögenswerten, Gewinnen oder Überschüssen eines anderen/anderer Compartment(s) als dem/den Compartment(s), für welches/welche die Compartment-Anteile ausgegeben worden sind, diesbezüglich sind immer die Bedingungen anwendbar, die in der entsprechenden Anlage festgelegt sind.

7.2 Gründungsanteile verleihen ihrem Inhaber das Recht, solche Gewinne von der Gesellschaft zu erhalten, die nicht (einem) für Ausschüttungen offene(n) Compartment(s) zugerechnet werden können, wie es die Hauptversammlung der Anteilhaber in Übereinstimmung mit Artikel 15 entscheiden kann, und im Falle einer Auflösung und Liquidation der Gesellschaft gemäß Artikel 16, das Recht auf den Liquidationsüberschuss, der keinem/keinen Compartment(s) zugerechnet werden kann.

7.3 Die Anteile beinhalten die in Artikel 15 festgelegten Stimmrechte.

7.4 Anteile werden als Namensanteile oder Inhaberanteile ausgegeben. Inhaberanteile können jederzeit auf Antrag ihres Eigentümers in Namensanteile umgetauscht werden. Namensanteile können nicht in Inhaberanteile umgetauscht werden, allerdings mit der Maßgabe, dass Compartment-Anteile in Form von Namensanteilen in Inhaberanteile eines Compartments in dem Umfang umgewandelt werden können, wie diese Umwandlung in der entsprechenden Anlage ausdrücklich vorgesehen ist. Eine Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile wird durch Annullierung des Inhaberanteilzertifikates und einen Eintrag in das Anteilregister, um diese Übertragung zu belegen, durchgeführt. Eine Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile wird durch die Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate und einen Eintrag in das Anteilregister, um diese Umwandlung zu belegen, durchgeführt. Der Verwaltungsrat kann die Kosten einer solchen Umwandlung dem die Umwandlung beantragenden Anteilhaber auferlegen.

7.5 Ein Register der Namensanteile wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Anteilhaber zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Das Register hat alle nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen zu enthalten. Inhaber von Namensanteilen können bei der Gesellschaft beantragen, ein von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenes Zertifikat auszugeben und auszuliefern, in dem ihr jeweiliger Besitz an Namensanteilen aufgeführt ist.

7.6 Das Eigentum an Namensanteilen entsteht mit der Registrierung in besagtes Register. Die Übertragung von Namensanteilen wird durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung im Anteüregister, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen, datiert und unterzeichnet sein muss, wirksam. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch bloße Übergabe.

7.7 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Anteil an; soweit ein Anteil von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an dem Anteil für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen, welcher diesen Anteil gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit diesem Anteil verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

7.8 Die Anteile sind frei übertragbar, außer, wenn für Compartment-Anteile ausdrücklich in der entsprechenden Anlage etwas anderes vorgesehen ist.

7.9 Wenn ein Eigentümer eines Inhaberanteils gegenüber der Gesellschaft glaubhaft darlegen kann, dass sein Inhaberanteilzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag und zu den Bedingungen und zu den Garantien, welche die Gesellschaft bestimmt und verlangt, ein Duplikat eines Inhaberanteilzertifikates ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Inhaberanteilzertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Inhaberanteilzertifikat, als dessen Ersatz das neue Inhaberanteilzertifikat ausgegeben wurde, ungültig. Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden. Die Gesellschaft kann dem Anteilhaber nach ihrem Ermessen die Kosten eines Duplikates oder eines neuen Inhaberanteilzertifikates auferlegen, sowie alle zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Registrierung hiervon oder im Zusammenhang mit der Annullierung des ursprünglichen Inhaberanteilzertifikates angefallenen angemessenen Aufwendungen verlangen.

7.10 Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilsbruchteile eines Compartment-Anteils auszugeben. Solche Anteilsbruchteile eines Compartment-Anteils verleihen kein Stimmrecht, jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der entsprechenden Klasse von Compartment-Anteilen zuzuordnenden Nettovermögen. Soweit ein Anteilhaber Bruchteile von Compartment-Anteilen hält, die im Ganzen einem ganzen Compartment-Anteil entsprechen, ist dieser Anteilhaber, vorbehaltlich der Bestimmungen der entsprechenden Anlage, zu einer Stimme berechtigt.

Art. 8. Verwaltungsrat.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus nicht weniger als drei Mitgliedern zusammensetzt, die keine Anteilhaber der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Anteilhabern auf der Hauptversammlung der Anteilhaber gewählt; auf Letzterer werden ferner deren Vergütung und die Dauer, für die sie gewählt werden, festgelegt.

8.2 Der Verwaltungsrat wird mit der Mehrheit der Stimmen der auf einer Hauptversammlung der Anteilhaber anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

8.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit auf Beschluss, der mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile auf einer Hauptversammlung gefasst wurde, mit oder ohne Grund abberufen oder ersetzt werden.

8.4 Im Falle eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend die unbesetzte Stelle besetzen;

eine endgültige Entscheidung hinsichtlich dieser Nominierung treffen die Anteilhaber auf ihrer nächsten Hauptversammlung.

Art. 9. Verwaltungsratssitzungen.

9.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann des Weiteren einen oder mehrere stellvertretende^A) Vorsitzende(n) wählen. Ferner kann er einen Schriftführer benennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen der Anteilhaber erstellt und aufbewahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden, oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmittelteilung angegebenen Ort zusammen.

9.2 Der Vorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Hauptversammlungen der Anteilhaber. In seiner Abwesenheit bestimmen die Anteilhaber oder die Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsentscheid ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Hauptversammlung der Anteilhaber, jede andere Person, um den Vorsitz dieser Sitzungen bzw. Versammlungen zu übernehmen.

9.3 Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

9.4 Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines geschäftsführenden Direktors, eines Geschäftsführers und stellvertretende Geschäftsführer sowie sonstige leitende Angestellte, wie sie von der Gesellschaft für die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft für notwendig erachtet werden, ernennen. Derartige Ernennungen können vom Verwaltungsrat jederzeit gekündigt werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Anteilhaber der Gesellschaft sein. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Aufgaben.

9.5 Mindestens ein Geschäftstag vor dem vorgesehenen Sitzungstermin hat, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Gründe für diese Dringlichkeit im Einberufungsschreiben dargelegt werden müssen, die schriftliche Einberufung der Verwaltungsratssitzung an alle Verwaltungsratsmitglieder zu erfolgen. Auf ein Einberufungsschreiben kann verzichtet werden, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dem schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels zugestimmt hat. Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich im Hinblick auf Verwaltungsratssitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie diese in einem zuvor bereits getroffenen Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

9.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Telegramm, Telex, Telefax oder einem ähnlichen Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

9.7 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen. Diese sollten sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören können. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

9.8 Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Mitgliedern anwesend oder vertreten ist.

9.9 Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in einem Sitzungsprotokoll protokolliert und vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Abschriften der Auszüge solcher Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden rechtswirksam durch den Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder durch ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

9.10 Von allen Verwaltungsratsmitgliedern getroffene und unterzeichnete schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren sind ebenso wirksam wie auf einer Verwaltungsratssitzung getroffene Beschlüsse; jedes Verwaltungsratsmitglied muss schriftlich, entweder per Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels dem entsprechenden Beschluss zustimmen. Die Gesamtheit der schriftlichen Beschlüsse bildet das Protokoll zum Nachweis der getroffenen Entscheidung.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates.

10.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um sämtliche Handlungen der Geschäftstätigkeit und der Verwaltung im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen.

10.2 Sämtliche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Anteilhaber vorbehaltenen Befugnisse fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 11. Unterschriftsberechtigung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch gemeinsame oder alleinige Unterschrift der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 12. Übertragung von Befugnissen.

12.1 Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Durchführung der täglichen Geschäftsführung und zur Vornahme von Handlungen der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis, als Unterschriftsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse zur Vornahme von dem Gesellschaftszweck oder der Gesellschaftspolitik förderlichen Handlungen auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en) übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, und welche, die vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse haben und die diese Befugnisse, vorbehaltlich der Ermächtigung des Verwaltungsrates, weiterdelegieren können.

12.2 Der Verwaltungsrat kann zudem andere spezielle Vollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Vollmacht erteilen.

Art 13. Interessenkonflikt.

13.1 Verträge oder sonstige Transaktionen der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch die Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass eines oder mehrere der Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft an diesem anderen Unternehmen oder an dieser anderen Firma beteiligt sind oder dort als Mitglied des Verwaltungsrates bzw. als Gesellschafter, leitender Angestellter oder als Mitarbeiter tätig sind. Ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter, welcher als Mitglied des Verwaltungsrates oder als leitender Angestellter oder als Mitarbeiter bei einem Unternehmen oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, ist nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen bzw. der anderen Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben.

13.2 Sofern ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft bei einer Transaktion der Gesellschaft persönliche Interessen verfolgt, die denen der Gesellschaft zuwider laufen, ist dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder der leitende Angestellte verpflichtet, den Verwaltungsrat von diesen gegensätzlichen Interessen in Kenntnis zu setzen; das betreffende Mitglied ist daraufhin von der Beratung und Abstimmung im Zusammenhang mit der Transaktion ausgeschlossen. Die Transaktion und das diesbezügliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder leitenden Angestellten ist auf der nächstfolgenden Hauptversammlung der Anteilhaber offen zu legen.

Art. 14. Schadloshaltung der Verwaltungsratsmitglieder und leitenden Angestellten. Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter im Hinblick auf alle angemessenen Ausgaben schadlos halten, welche diesem im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, bei welchen er aufgrund seiner Stellung oder früheren Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft Partei ist, außer im Zusammenhang mit Angelegenheiten, in denen er aufgrund einer solchen Klage, Rechtsverfolgungsmaßnahme oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Fehlverhaltens endgültig verurteilt wird. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere ihm etwaig zustehende Ansprüche nicht aus.

Art. 15. Hauptversammlungen der Anteilhaber.

15.1 Jede ordentlich zustande gekommene Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Anteilhaber. Sie verfügt über die Befugnisse, Handlungen im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber der Gesellschaft, ohne Rücksicht darauf, welche Klassen von Anteilen sie halten.

15.2 Eine Hauptversammlung der Anteilhaber wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber, die wenigstens ein Zehntel des Anteilkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden.

15.3 Die Einladung zu einer Hauptversammlung der Anteilhaber enthält die Tagesordnung dieser Versammlung. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in dem Fall, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber einberufen wird, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann. Die auf einer Hauptversammlung der Anteilhaber zu behandelnden Fragen sind auf die in der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Punkte zu enthalten hat) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

15.4 Sofern sämtliche Anteilhaber auf der Hauptversammlung der Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sie alle erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Hauptversammlung in Kenntnis gesetzt wurden, kann die Versammlung ohne vorherige Einladung abgehalten werden.

15.5 Der Verwaltungsrat kann im Voraus einen Termin als Stichtag, der nicht mehr als fünfundsiebzig Tage vor dem Datum einer Hauptversammlung der Anteilhaber liegen darf, für die Feststellung der Anteilhaber, die berechtigt sind, zu einer Versammlung geladen zu werden und auf ihr zu wählen festlegen und, in diesem Fall sollen diese Anteilhaber und nur diese, welche an dem so festgesetzten Datum als Anteilhaber nachgewiesen wurden berechtigt sein, zu dieser Versammlung geladen zu werden und dort zu wählen, ungeachtet einer Anteilsübertragung im Anteilregister nach einem wie vorstehend festgesetzten Stichtag.

15.6 Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft, oder an einem anderen Ort in Luxemburg, wie in der Einladung zur Versammlung gegebenenfalls angegeben, am dritten Montag des Monats

Maium 14 Uhr Luxemburger Zeit abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so tritt die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Geschäftstag zusammen. Weitere Hauptversammlungen der Anteilhaber können an einem in der Einladung angegebenen Ort und zu einer dort angegebenen Zeit abgehalten werden.

15.7 Soweit nichts anderes durch diese Satzung bestimmt, gelten hinsichtlich der Einladungen und für die Durchführung der Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft die vom Gesetz von 1915 geforderten Erfordernisse hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der Fristen.

15.8 Unbeschadet anderer Bestimmungen dieser Satzung oder der jeweils anwendbaren Anlage bestimmen sich die mit Aktien von unterschiedlichem Nominalwert verbundenen Stimmrechte nach dem von diesen Aktien vertretenen Kapitalanteil. Mit Schuldverschreibungen und anderen Schuldtiteln verbundene Stimmrechte sind stets proportional zu dem von diesen vertretenen Kreditbeträgen. Ein Anteilhaber kann auf jeder Hauptversammlung der Anteilhaber durch die Ernennung einer anderen Person als seinen Stellvertreter mittels Schriftstück, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax handeln. Soweit nicht vom Gesetz von 1915 anders verlangt, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß eingeladenen Hauptversammlung der Anteilhaber mit einfacher Mehrheit der wählenden anwesenden und vertretenen Anteilhaber getroffen.

15.9 Der Verwaltungsrat kann jede andere angemessene Bedingung aufstellen, die von den Anteilhabern für eine Teilnahme an einer Hauptversammlung der Anteilhaber zu erfüllen ist.

Art. 16. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.

16.1 Die Gesellschaft kann, durch Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber und nach dem Verfahren, wie es für die Abänderung der Satzung vorgesehen ist, aufgelöst und liquidiert werden, allerdings mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft solange nicht aufgelöst und liquidiert wird, wie irgendein Compartment der Gesellschaft nicht in Übereinstimmung mit dieser Satzung und der betreffenden Anlage oder den betreffenden Konditionen der Instrumente jeder Klasse, die in einem solchen Compartment ausgegeben wurden, aufgelöst und liquidiert worden ist.

16.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, die ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Hauptversammlung der Anteilhaber, die über die Auflösung entscheidet ernannt werden und welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

16.3 Der Überschuss, der sich aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Bezahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die keinem Compartment zugeordnet oder zugerechnet werden können, ergibt, wird zwischen den Inhabern der Gründungsanteile im Verhältnis zu den Gründungsanteilen, die diese halten, verteilt.

Abschnitt 3. Compartments

Art. 17. Bildung von Compartments.

17.1 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, ein oder mehrere Compartments zu errichten, die sich durch die Art der erworbenen Risiken oder Anlagen, die jeweils unterschiedlichen Ausgabebedingungen für die Klassen von Instrumenten bezüglich solcher Compartments und hinsichtlich anderer Eigenschaften unterscheiden können.

17.2 Die Bedingungen und Konditionen der Klassen von Instrumenten, die für die einzelnen Compartments ausgegeben werden, und die spezifischen Ziele der jeweiligen Compartments werden vom Verwaltungsrat oder der Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt und in der jeweiligen Anlage oder in den maßgeblichen Konditionen in Bezug auf die jeweilige Klasse ausgeführt. Die Zeichnung von Instrumenten impliziert für jeden Inhaber dieser Instrumente, dass er die Satzung und die Bedingungen der jeweiligen Instrumente (wie in der jeweiligen Anlage bzw. den Konditionen ausgeführt) in vollem Umfang beachtet und an diese gebunden ist. Jedes Compartment kann Anteile, Genussrechte und/oder Schuldinstrumente ausgeben.

17.3 Die Gesellschaft darf, in Bezug auf jedes Compartment, ein oder mehrere Instrumentarten, wie in Artikel 21 (Instrumente - Allgemeines) weiter bestimmt, ausgeben und darf jede Art von Vereinbarung, in Bezug auf solche Instrumente, und zum Zweck der Verbriefung von Vermögenswerten, die einem Compartment zugeordnet oder zurechenbar sind, eingehen.

Art. 18. Trennung von Compartments.

18.1 Jedes Compartment soll einem getrennten und separaten Teil der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft entsprechen, und (i) die Rechte von Transaktionsparteien eines Compartments sind auf die Vermögenswerte dieses Compartments beschränkt, und (ii) die Vermögenswerte eines Compartments stehen ausschließlich zur Verfügung, um die Rechte der Transaktionsparteien dieses Compartments zu befriedigen. Im Verhältnis unter den Instrument-Inhabern wird jedes Compartment als separate Einheit betrachtet.

18.2 Vorbehaltlich bestimmter Rechte oder Beschränkungen, die, wie in der Satzung und der betreffenden Anlage oder in den Konditionen näher beschrieben, zur jeweiligen Zeit an ein Instrument geknüpft sind, sollen bei Liquidation eines Compartments die Vermögenswerte eines Compartments verwendet werden (a) zuerst zur Zahlung oder Ausgleichung aller diesem Compartment zugehörigen oder zurechenbaren Honorare, Kosten, Gebühren, Ausgaben, Verbindlichkeiten und anderer Beträge inklusive angeforderter Steuerzahlungen (die nicht zu den unter Buchstabe (b) hiernach aufgeführten Beträgen gehören); und (b) zweitens, pro rata zur Zahlung von den Inhabern solcher Instrumente direkt oder indirekt geschuldeter Beträge, vorbehaltlich, soweit mehr als eine Klasse oder Art Instrument pro Compartment ausgegeben

wurde, der Einhaltung von vereinbarten Zahlungsprioritäten, wie sie von der entsprechenden, auf dieses Instrument anwendbaren Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, bestimmt wurde.

18.3 Sofern das veräußerte Nettovermögen eines Compartments für die Zahlung in voller Höhe eines an die entsprechende Klasse in Übereinstimmung mit dieser Satzung, der entsprechenden Anlage oder den entsprechenden Konditionen, je nach Sachverhalt, zahlbaren Betrages nicht ausreicht, haben die betreffenden Inhaber keinen Anspruch gegen die Gesellschaft für oder in Bezug auf einen Fehlbetrag und keinen Anspruch gegen ein anderes Compartment oder einen anderen Vermögenswert der Gesellschaft.

Art. 19. Bilanzunterlagen der Compartments.

19.1 Der Verwaltungsrat erstellt und hält für jedes Compartment der Gesellschaft zum Zwecke der Ermittlung der Rechte der Transaktionsparteien eines jeden Compartments und zum Zwecke der Ausführung dieser Satzung und, je nach Sachverhalt, der betreffenden Anlage oder Konditionen getrennte Bilanzunterlagen, welche in Abwesenheit von offensichtlichen Fehlern als beweiskräftige Belege dieser Rechte gelten.

19.2 Soweit irgendwelche Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keinem bestimmten Compartment zugeordnet werden können, werden diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten im Verhältnis zum Gesamtwert der von diesem Compartment ausgegebenen Instrumente oder in einer anderen vom Verwaltungsrat in angemessener Weise und in gutem Glauben festgelegten Art zugeordnet, vorausgesetzt, dass diese Verbindlichkeiten die Gesellschaft als Ganzes binden, solange mit den Gläubigern nichts anderes vereinbart wurde.

19.3 Aggregierte Konten der Gesellschaft, einschließlich aller Compartments, werden in Euro ausgedrückt. Die Referenzwährungen der Compartments können andere Währungen sein.

Art. 20. Liquidation von Compartments. Soweit nichts anderes in den Bestimmungen der Instrumente bezüglich eines Compartments in der entsprechenden Anlage bzw. den entsprechenden Konditionen, festgelegt ist, kann der Verwaltungsrat jederzeit jedes einzelne Compartment liquidieren.

Abschnitt 4. Instrumente

Art. 21. Instrumente - Allgemeines. Innerhalb jedes Compartments kann die Gesellschaft eine oder mehrere Arten von Instrumenten ausgeben. Diese Instrumente sind den Bestimmungen dieses Abschnitts 4 und den entsprechenden Anlagen oder Konditionen bezüglich solcher Instrumente unterworfen. Sollten zwischen der Satzung und der entsprechenden Anlage Widersprüche bestehen, so sind die Bestimmungen der entsprechenden Anlage ausschlaggebend.

Art. 22. Compartment - Anteile.

22.1 Soweit in diesem Artikel 22 oder der entsprechenden Anlage keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, sind die Vorschriften des Artikels 7 (Anteile) auch auf Compartment-Anteile anwendbar.

22.2 Innerhalb der Grenzen des Genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat ermächtigt, (i) von Zeit zu Zeit wie es der Verwaltungsrat in seinem Ermessen entscheidet (immer vorbehaltlich der Bestimmungen jedes in Bezug auf ein solches Compartment ausgegebenen Instruments) und innerhalb eines Zeitraumes, der fünf Jahre nach dem Tag der Veröffentlichung des jüngsten Beschlusses der Hauptversammlung der Anteilinhaber, in welchem über den Betrag des Genehmigten Kapitals entschieden wurde, abläuft, Compartment-Anteile gegen Bareinlagen, Sacheinlagen oder gegen eine ganz oder teilweise Umwandlung der Nettogewinne oder jeglicher anderer zur Verfügung stehender Rücklagen eines bestimmten Compartments in Anteilkapital auszugeben; und (ii) die Bedingungen einer solchen Kapitalerhöhung und Anteilausgabe, einschließlich im Hinblick auf die Bareinlagen und die Sacheinlagen, den Preis pro Compartment-Anteil und die Zahlungs- bzw. Lieferbedingungen festzulegen. Innerhalb dieses Zeitraumes von fünf Jahren wird und ist der Verwaltungsrat hierdurch bevollmächtigt, Compartment-Anteile und Optionen zur Zeichnung von Compartment-Anteilen solchen Personen zu solchen Bedingungen auszugeben bzw. zu gewähren, wie er es für angemessen hält (und insbesondere eine solche Ausgabe durchzuführen, ohne den existierenden Anteilinhabern ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die ausgegebenen Anteile einzuräumen).

22.3 Alle ausgegebenen Compartment-Anteile der Gesellschaft sind rücknehmbare Anteile. Gezeichnete und voll einbezahlte Compartment-Anteile sind jederzeit auf Verlangen des Verwaltungsrats der Gesellschaft zum einschlägigen Rücknahmebetrag im Einklang mit dem Gesetz von 1915 rücknehmbar. Der Rücknahmebetrag für einen Compartment-Anteil entspricht dem Wert je Instrument des Compartment-Anteils, welcher, solange nicht in der entsprechenden Anlage etwas anderes vorgesehen ist, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikel 25 zum in der relevanten Anlage bestimmten Bewertungstag bestimmt wird, abzüglich gegebenenfalls eines Betrages, der den Abgaben und Gebühren entspricht, welche aufgrund von zur Finanzierung der Rücknahme vorgenommenen Verfügungen über Gesellschaftsinvestitionen, die dem betreffenden Compartment am Rücknahmetag zugeordnet oder zurechenbar sind, entstehen; diese Abgaben und Gebühren müssen in Bezug auf alle Compartment-Anteile der betreffenden Klasse prozentual gleich sein.

22.4 Der Rücknahmebetrag wird in bar, oder, falls in der betreffenden Anlage vorgesehen, als Sachleistung ausbezahlt. Der Rücknahmebetrag ist, soweit nicht in der relevanten Anlage anders vorgeschrieben, innerhalb eines vom Verwaltungsrat nach billigem Ermessen bestimmten Zeitraumes zu zahlen, wie dies in der betreffenden Anlage festgelegt ist.

22.5 Soweit in der betreffenden Anlage nichts Anderweitiges vorgesehen ist, werden Compartment-Anteile auf pro-rata Basis unter den Anteilinhabern der betreffenden Klasse(n) zurückgenommen. Die Rücknahme von Compartment-Anteilen kann nur mittels jener Beträge, die in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 zur Ausschüttung verfügbar

sind (ausschüttbare Mittel inklusive der Emissionsagiorücklage, soweit vorhanden) und welche Einnahmen aus einer teilweisen oder vollständigen Veräußerung und/oder anderes Einkommen des betreffenden Compartments darstellen, vorgenommen werden. Soweit Eigentümern einer bestimmten Klasse von Compartment-Anteilen zur Zeit der Ausgabe bestimmte Rücknahmerechte gewährt worden sind, und die thesaurierten Gewinne und die freiwilligen Rücklagen der Gesellschaft, die dem/den relevanten Compartment(s) zuzuordnen oder zuzurechnen sind, nicht zur Zahlung des Rücknahmebetrages aller Compartment-Anteile, deren Rücknahme von den Anteilhabern verlangt wurde, ausreichen, werden die entsprechenden Rücknahmeanträge auf pro-rata Basis reduziert, soweit in der entsprechenden Anlage nichts anderes vorgesehen ist.

22.6 Die zurückgenommenen Compartment-Anteile werden sofort suspendiert und beinhalten als solche kein Stimmrecht mehr und kein Recht auf die Ausschüttung von Dividenden oder Zahlung von Liquidationserlösen. Die Eigentümer von Compartment-Anteilen stimmen zu, dass die Rücknahme von Compartment-Anteilen, die in Übereinstimmung mit den vorliegenden Bestimmungen vorgenommen wird, ihr Recht auf Gleichbehandlung durch die Gesellschaft beachtet. Compartment-Anteile sind nicht auf Antrag eines Anteilhabers rücknehmbar, außer dann, wenn solche Rücknahmerechte in der betreffenden Anlage vorgesehen sind. Wo der Besitz von Compartment-Anteilen durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Compartment-Anteile zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

22.7 Ein dem Nominalwert entsprechender Betrag, oder, in Ermangelung hiervon der Nennwert, aller zurückgenommenen Compartment-Anteile muss in eine Rücklage einbezogen werden, die außer im Fall der Herabsetzung des gezeichneten Anteilkapitals, nicht an die Anteilhaber ausgeschüttet werden kann. Die Rücklage kann lediglich zur Erhöhung des gezeichneten Anteilkapitals durch die Kapitalisierung von Rücklagen genutzt werden.

Art. 23. Genussrechte.

23.1 Vorbehaltlich der Vorschriften dieses Artikels 23, werden die einem Genussrecht zugewiesenen Rechte und Pflichten zum Zeitpunkt der Ausgabe und danach von Zeit zu Zeit bestimmt, so wie dies in der betreffenden Anlage festgelegt ist.

23.2 Genussrechte können gegen Bareinlagen oder gegen Sacheinlagen ausgegeben werden. Sacheinlagen sind der Prüfung durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer hinsichtlich der Bewertung dieser Einlagen unterworfen. Die betreffende Anlage hat den Ausgabepreis jedes Genussrechts darzustellen.

23.3 Die betreffende Anlage legt die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten dar und spezifiziert

- (a) die Währung der Genussrechte,
- (b) die Vermögenswerte, in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben werden,
- (c) die Details jeglicher zahlbarer Dividenden und die Währung, in welcher die Dividenden gezahlt werden, den Rücknahmebetrag und die Währung, in welcher der Rücknahmebetrag gezahlt werden wird, und den Rücknahmetag,
- (d) die Methode der Ermittlung des Rücknahmebetrages,
- (e) Einschränkungen, soweit vorhanden, der Stimmrechte, die mit den Genussrechten verbunden sind; und
- (f) jegliche anderen Rechte, Pflichten und Einschränkungen, die mit dem Genussrecht verbunden sind, wie der Verwaltungsrat in seinem alleinigen, uneingeschränkten Ermessen bestimmen kann.

23.4 Die Bedingungen jeder Klasse von Genussrechten, wie in der relevanten Anlage dargestellt und, soweit das der Fall ist, wie von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit der Satzung und der relevanten Anlage abgeändert, sind den Genussrechtshabern, den Anteilhabern und der Gesellschaft gegenüber bindend.

23.5 Gemäß dieser Satzung und der betreffenden Anlage, verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber auf periodischer Basis ein Recht auf Erhalt von Dividenden, einschließlich Zwischendividenden (soweit vorhanden), aus den Erträgen der Vermögenswerte in Bezug auf welche die Genussrechte ausgegeben worden sind und zahlbar unter den in der betreffenden Anlage aufgeführten Bedingungen. Vorbehaltlich besonderer Rechte oder Einschränkungen hinsichtlich Dividenden, die zum jeweiligen Zeitpunkt an die Genussrechte geknüpft sind (wie gegebenenfalls in der betreffenden Anlage ausführlich dargestellt), werden alle Dividenden auf einer pro-rata Basis an die Genussrechtshaber zugeteilt und gezahlt.

23.6 Alle nicht geforderten Dividenden können angelegt oder auf andere Weise vom Verwaltungsrat zu Gunsten des betreffenden Compartments genutzt werden, bis sie gefordert werden. Keine Dividende berechtigt gegenüber dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft zu Zinszahlungen. Jede Dividende, die innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum der Erklärung dieser Dividende nicht geltend gemacht wird, verfällt, falls der Verwaltungsrat dies beschließt, und wird ab diesem Zeitpunkt nicht mehr von dem betreffenden Compartment oder der Gesellschaft geschuldet, sondern fällt dem betreffenden Compartment oder, sollte das betreffende Compartment zu diesem Zeitpunkt liquidiert worden sein, insgesamt der Gesellschaft zu.

23.7 Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass es wünschenswert ist, die Gewinne eines Compartments zu kapitalisieren, in dem Sinne wie es der Verwaltungsrat mit uneingeschränktem Ermessen bestimmt.

23.8 Genussrechte sind nicht nach Wahl des Genussrechtshabers rücknehmbar, außer es wird etwas anderes in der entsprechenden Anlage bestimmt. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Genussrechte von jeder Klasse eines entsprechenden Inhabers zurückzunehmen, in dem Maße, wie es die Bedingungen in der betreffenden Anlage erlauben und im Einklang mit diesen Bedingungen. Wo der Besitz von Genussrechten durch eine Partei von der Gesellschaft als nachteilig

für die Gesellschaft erachtet wird, kann die Gesellschaft sich entscheiden, solche Genussrechte zum einschlägigen Wert je Instrument zurückzunehmen.

23.9 Gemäß dieser Satzung und der betreffenden Anlage, verleiht jedes Genussrecht dem Inhaber ein Recht auf Erhalt einer Rückzahlung eines Betrages, welcher dem Rücknahmebetrag an dem Rücknahmetag aus den Vermögenswerten des betreffenden Compartments entspricht. Falls das realisierte Nettovermögen des entsprechenden Compartments am Rücknahmetag nicht zur Zahlung des gesamten Rücknahmebetrages, der an jeden Genussrechtsinhaber innerhalb dieser Klasse rechtzeitig zu zahlen ist, ausreicht, werden die Erträge des betreffenden Compartments, gemäß der Anlage, gleichmäßig unter den Inhabern dieser Klasse auf einer pro-rata Basis zu jedem auf die von jedem Inhaber gehaltenen Genussrechte geschuldeten Betrag verteilt, sobald diese Erträge für die Gesellschaft verfügbar sind. Nach der Rücknahme eines Genussrechtes gemäß den Bedingungen der entsprechenden Anlage, wird dieses Genussrecht annulliert und der Inhaber wird von diesem Zeitpunkt an aufhören diesbezügliche Rechte innezuhaben und entsprechend wird folglich sein Name aus dem Register der Inhaber gestrichen.

23.10 Der Verwaltungsrat kann auf jede Dividende oder auf andere an einen Genussrechtsinhaber auf oder hinsichtlich ein(es) Genussrecht(s) zahlbare Gelder alle Geldsummen (soweit vorhanden) einbehalten, deren Zahlung von diesem aufgrund eines Abrufes oder aus anderen Gründen hinsichtlich der Genussrechte an die Gesellschaft derzeit fällig ist, sowie alle Summen, deren diesbezüglich ein Abzug gesetzlich verlangt wird.

23.11 Die Inhaber einer Klasse von Genussrechten haben das Recht, zu jeder Versammlung der Inhaber der jeweiligen Klasse von Genussrechten geladen zu werden, um in Übereinstimmung mit der Satzung und der entsprechenden Anlage über eine Veränderung ihrer Rechte hinsichtlich der Zuweisung der Erträge des Compartments bezüglich dieser Klasse an Genussrechten auf jährlicher Basis zu beschließen, sowie an diesen Versammlungen teilzunehmen und dort abzustimmen. Die Zahl der Stimmen, die ein Genussrechtsinhaber abgeben kann, entspricht der Anzahl seiner Genussrechte, die er in der entsprechenden Klasse hält. Genussrechtsinhaber können entweder persönlich oder durch Abgabe einer schriftlichen Vollmacht an eine andere Person, die kein Genussrechtsinhaber zu sein braucht, abstimmen.

23.12 Genussrechte können als Genussrechte in Namensform oder als Inhabergenussrechte ausgegeben werden. Inhabergenussrechte können jederzeit auf Verlangen ihres Inhabers in Genussrechte in Namensform umgetauscht werden. Genussrechte in Namensform können nicht in Inhabergenussrechte umgetauscht werden, sofern dieser Umtausch nicht ausdrücklich in der entsprechenden Anlage vorgesehen ist. Ein Umtausch von Inhabergenussrechten in Genussrechte in Namensform wird durch Annullierung des Inhabergenussrechts-Zertifikates und durch einen Eintrag in das Register der Genussrechtsinhaber, um einen solchen Umtausch zu belegen, bewirkt. Ein Umtausch von Genussrechten in Namensform in Inhabergenussrechte wird durch die Ausgabe von einem oder mehreren Inhabergenussrecht-Zertifikate(n) bewirkt werden, und es wird eine Eintragung in das Register der Genussrechtsinhaber vorgenommen, um einen solchen Umtausch zu belegen. Der Verwaltungsrat kann die Kosten jedes solchen Umtausches dem Genussrechtsinhaber, der ihn beantragt, in Rechnung stellen.

23.13 Ein Register der Genussrechte in Namensform wird am Sitz der Gesellschaft geführt, wo es jedem Genussrechtsinhaber zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Dieses Register soll alle nach Artikel 39 des Gesetzes von 1915 erforderlichen Informationen enthalten. Inhaber von Genussrechten in Namensform können von der Gesellschaft verlangen, dass Zertifikate, die von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wurden, ausgegeben und ausgeliefert werden, die ihren einschlägigen Bestand an Genussrechten in Namensform aufzeigen.

23.14 Das Eigentum an Genussrechten in Namensform wird durch die Eintragung in besagtes Register begründet. Die Übertragung von Genussrechten in Namensform erfolgt durch die Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Register der Genussrechtsinhaber, die durch den Zedenten und den Zessionar, oder durch hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Genussrechten in Namensform wird im Register der Genussrechtsinhaber eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu vom Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

23.15 Die Übertragung von Inhabergenussrechten erfolgt durch bloße Übergabe.

23.16 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Eigentümer pro Genussrecht an; soweit ein Genussrecht von mehr als einer Person gehalten wird, werden die Personen, die das Eigentum an dem Genussrecht für sich beanspruchen, einen einzigen Vertreter bestellen müssen um das Genussrecht gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller mit diesem Genussrecht verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als der alleinige Eigentümer gegenüber der Gesellschaft bestimmt worden ist.

23.17 Die Genussrechte sind frei übertragbar, soweit nichts Anderweitiges in der entsprechenden Anlage bestimmt ist.

23.18 Die jeder Klasse von Genussrechten zugeordneten Rechte, welche durch den Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit der Satzung bestimmt wurden, können, soweit nichts Anderweitiges in der entsprechenden Anlage bestimmt ist, durch den Verwaltungsrat mit schriftlicher Einverständniserklärung der Inhaber der Mehrheit der ausgegebenen Genussrechte dieser Klasse oder durch die Zustimmung mittels Beschluss, der auf einer gesonderten Versammlung der Inhaber von Genussrechten dieser Klasse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst wurde, geändert oder aufgehoben werden; allerdings wird eine solche Zustimmung oder Billigung im Falle einer Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung der speziellen, dem Genussrecht einer Klasse zugehörigen Rechte, nicht erforderlich sein, falls nach Ansicht

des Verwaltungsrates, eine solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung nicht grundlegend in die Interessen der betreffenden Inhaber oder eines einzelnen Inhabers eingreift. Jede solche Abänderung, Berichtigung oder Abschaffung wird in einer überarbeiteten Anlage festgehalten, von der den betroffenen Inhabern eine Kopie in Übereinstimmung mit dieser Satzung am Ausgabetag eines solchen Dokuments zur Verfügung gestellt wird, und ist für die Inhaber der relevanten Genussrechte bindend.

23.19 Wo gemäß diesem Artikels 23 eine Billigung durch einen Beschluss der Inhaber zum Zwecke einer Abänderung oder Änderung der Rechte, die den Genussrechten dieser Klasse zugeordnet sind, erforderlich ist, soll ein solcher Beschluss auf einer gesonderten Versammlung der betreffenden Inhaber behandelt werden. Hinsichtlich jeder dieser gesonderten Versammlungen sind alle Bestimmungen dieser Satzung und des Gesetzes von 1915 bezüglich der Hauptversammlungen der Anteilinhaber oder hinsichtlich des dort anzuwendenden Verfahrens entsprechend anzuwenden.

23.20 Jede an oder durch einen Genussrechtsinhaber gemäß dieser Satzung oder der betreffenden Anlage zu machende Mitteilung soll schriftlich und in der im Gesetz von 1915 für Mitteilungen an Anteilinhaber vorgesehenen Art und Weise erfolgen, vorausgesetzt, dass, solange die Genussrechte an einer Börse notiert oder in einer Rechtsordnung öffentlich angeboten werden, jede Mitteilung an die Genussrechtsinhaber in Übereinstimmung mit den Regeln und Vorschriften der jeweiligen Börse und der jeweiligen Rechtsordnung veröffentlicht wird. Mitteilungen, die gemäß den vorausgegangenen Absätzen gemacht wurden, werden wirksam (a) im Falle von Genussrechten in Namensform am achten Tag nach dem Absenden der Mitteilung oder (b) im Falle einer Veröffentlichung (gleichgültig, ob eine solche Veröffentlichung zusätzlich vorgenommen wurde), am achten Tag nach der Veröffentlichung, oder, soweit die Mitteilung mehr als einmal veröffentlicht wurde, am Tag der ersten Veröffentlichung, oder, soweit eine Veröffentlichung in mehr als einer Zeitung verlangt wird, am Tag der ersten Veröffentlichung in allen erforderlichen Zeitungen. Jeder bei einer Versammlung der Gesellschaft persönlich anwesende Genussrechtsinhaber wird für alle Zwecke so angesehen, als ob er ordnungsgemäß eine Einladung zu einer solchen Versammlung und, wo notwendig, eine Mitteilung über die Gründe, weshalb diese Versammlung einberufen wurde, erhalten hätte. Ungeachtet der Vorschriften dieser Satzung, kann jede Mitteilung, die die Gesellschaft gegenüber einem Genussrechtsinhaber abzugeben hat, in einer Art und Weise bekannt gegeben werden, welcher der Genussrechtsinhaber im Voraus zugestimmt hat.

23.21. Vorbehaltlich der betreffenden Anlage, haben die Genussrechtsinhaber in Bezug auf die Gesellschaft dieselben Informationsrechte wie die Anteilinhaber; diese Informationsrechte sind allerdings auf die Informationen bezüglich des Compartments, in Bezug auf welches die betreffenden Genussrechte ausgegeben wurden, beschränkt.

Art. 24. Schuldinstrumente. Der Verwaltungsrat kann in Bezug auf jedes Compartment entscheiden, jede Art von Schuldinstrumenten auszugeben, deren Bestimmungen und Bedingungen in den betreffenden Konditionen festgesetzt werden.

Art. 25. Berechnung des Wertes je Instrument.

25.1 Der Wert je Instrument jeder Klasse wird in der Referenzwährung (wie im entsprechenden Verkaufsprospekt definiert) der betreffenden Klasse oder des betreffenden Compartments ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag durch den Verwaltungsrat oder die Berechnungsstelle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen, die hier nachfolgend aufgeführt sind, und jeweils gemäß den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes berechnet. Der Wert je Instrument kann durch eine Entscheidung des Verwaltungsrates oder der Berechnungsstelle, je nach Sachverhalt, zur nächsten Einheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Wertes eine wesentliche Änderung der Kurse an den Märkten eingetreten ist, an welchen ein wesentlicher Teil der Anlagen, die dem betreffenden Compartment zuzuordnen sind, gehandelt wird oder notiert ist, kann die Gesellschaft zum Schutz der Interessen der Instrument-Inhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine zweite Bewertung vornehmen.

25.2 Soweit nichts Anderweitiges im entsprechenden Verkaufsprospekt bestimmt ist, wird der Wert aller Vermögenswerte, welche an einer Börse notiert, gelistet oder gewöhnlich gehandelt werden, auf Stand des (soweit anwendbar) letzten erhältlichen Handelspreises (oder wie vom Verwaltungsrat bestimmt) zum relevanten Zeitpunkt bewertet. Soweit solche Werte an mehr als einer Börse gelistet oder gehandelt werden, ist der relevante Markt derjenige, der den Hauptmarkt darstellt, oder derjenige, welchen der Verwaltungsrat oder die Berechnungsstelle, je nachdem was zutrifft, als denjenigen mit den angemessensten Kriterien hinsichtlich der Bewertung der betreffenden Vermögenswerte bestimmt. Handelt es sich bei den Vermögenswerten um Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen, so werden diese Vermögenswerte zum letzten erhältlichen Nettoinventarwert bewertet oder, falls dieser Wert nicht den marktgerechten Preis dieser Vermögenswerte widerspiegelt, wird der Preis der Vermögenswerte vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Grundlage ermittelt. Alle anderen Vermögenswerte, einschließlich nicht notierter Vermögenswerte und notierter Vermögenswerte, für welche ein Preis nicht verfügbar ist, werden nach ihrem geschätzten Wert bewertet, der von einer vom Verwaltungsrat für diesen Zweck genehmigten kompetenten Einheit, mit Sorgfalt und in gutem Glauben in Übereinstimmung mit der vorherrschenden Marktpraxis und den anwendbaren Gesetzen und Bestimmungen veranschlagt wurde.

Art. 26. Häufigkeit und zeitweise Aussetzung der Berechnung des Wertes je Instrument.

26.1 In Bezug auf jede Klasse von Instrumenten wird der Wert je Instrument von Zeit zu Zeit von der Berechnungsstelle unter der Verantwortung des Verwaltungsrates an jedem Bewertungstag berechnet (oder, falls Bewertungstage nicht in

der jeweiligen Anlage bestimmt wurden, mit einer vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetzen und Vorschriften bestimmten Häufigkeit).

26.2 Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Wertes je Instrument jeder einzelnen Klasse von Instrumenten und die Ausgabe und, wenn anwendbar, die Rücknahme ihrer Instrumente während (a) einer Zeitdauer, in der irgendein Hauptmarkt oder eine andere Börse, auf welchem/welcher ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen, welche solchen Instrumenten von Zeit zu Zeit zugeordnet sind, notiert werden, (an anderen als an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen ist oder wenn der Handel darin eingeschränkt oder ausgesetzt ist, (b) einer Zeitdauer, in der aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder monetärer Umstände oder jeglicher Umstände, die außerhalb der Kontrolle, Verantwortung und Macht des Verwaltungsrates liegen, oder aufgrund der Lage am Immobilienmarkt, die Verkaufs- und/oder die Rücknahmepreise der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen berechnet werden können, (c) eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises von jeglichem der betreffenden Vermögenswerte oder der aktuellen Preise auf jeglichem Markt oder anderen Börsen verwendet werden (d) einer Zeitdauer, in der der Verwaltungsrat nicht in der Lage ist, über die entsprechenden Vermögenswerte zu verfügen oder die notwendigen Mittel aufzubringen, um bei Rücknahmen solcher Vermögenswerte Zahlungen an die jeweiligen Inhaber vorzunehmen, oder solange der Transfer von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von solchen Instrumenten, soweit vorhanden, nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu normalen Devisenkursen ausgeführt werden kann, (e) jeder Zeitdauer, in welcher der Wert eines Tochterunternehmens der Gesellschaft nicht sorgfältig bestimmt werden kann, (f) wenn aus irgendeinem anderen Grund die Preise von Vermögensanlagen nicht zeitnah und exakt festgestellt werden können, aussetzen.

Art. 27. Versammlungen von Genussrechtsinhabern und Compartment-Anteilhabern einer spezifischen Klasse.

27.1 Genussrechtsinhaber und Compartment-Anteilhaber einer im Hinblick auf ein Compartment ausgegebenen Klasse oder Klassen können an Versammlungen der Klasse teilnehmen, um über alle Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.2 Zudem können Genussrechtsinhaber und Compartment-Anteilhaber jeder Klasse zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich ihre Klasse betreffen.

27.3 Die Bestimmungen des Artikels 15 sind auf solche Versammlungen der Klasse anwendbar insbesondere, dass ein Zehntel der Inhaber einer Klasse von Genussrechten den Verwaltungsrat schriftlich auffordern kann, eine Versammlung der Klasse zu einzuberufen.

27.4 Jedes Genussrecht und jeder Compartment-Anteil einer jeweiligen Klasse verleiht das Recht zu einer Stimme, außer die Satzung oder die betreffende Anlage sehen etwas anderes vor.

27.5 Die Beschlüsse der Versammlung der Klasse der Genussrechtsinhaber sowie der Versammlung der Klasse der Compartment-Anteilhaber unterliegen im Hinblick auf Stimmenmehrheit und Anwesenheitsquorum jeweils den gleichen Anforderungen wie die Beschlüsse der Hauptversammlung der Anteilhaber.

27.6 Jeder Beschluss der Hauptversammlung der Anteilhaber, welcher die Rechte von Genussrechtsinhabern oder Compartment-Anteilhabern einer Klasse betrifft, ist nur nach Bestätigung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Genussrechtsinhaber oder Compartment-Anteilhaber der betreffenden Klasse oder der betreffenden Klassen wirksam beschlossen.

Abschnitt 6. Rechnungslegungsangelegenheiten, Dividenden und Ausschüttungen

Art. 28. Wirtschaftsprüfer.

28.1 Die Rechnungsdaten, die im Jahresabschluss der Gesellschaft aufgeführt sind, werden von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt wird und dessen Vergütung von der Gesellschaft getragen wird.

28.2 Der unabhängige Wirtschaftsprüfer hat sämtliche vom Gesetz von 1915 und vom Verbriefungsgesetz vorgeschriebenen Aufgaben zu erfüllen.

28.3 Die Bilanz der Gesellschaft wird in Euro erstellt.

Art. 29. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 30. Vorgeschriebene Kapitalrücklage - Dividenden und Ausschüttungen.

30.1 Fünf Prozent der jährlichen Nettogewinne der Gesellschaft werden der nach Luxemburger Recht erforderlichen gesetzlichen Rücklage zugeordnet. Diese Zuordnung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange eine solche Gewinnrücklage zehn Prozent des ausgegebenen Anteilkapitals der Gesellschaft, wie jeweils erhöht oder vermindert, entspricht oder übersteigt.

30.2 Die Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt, wie über die Nettogewinne verfügt wird, und wird von Zeit zu Zeit die Dividenden und Ausschüttungen in Bezug auf diese Summen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur jeweiligen Auszahlung ermächtigen. Im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, kann der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit beschließen, Zwischendividenden zu zahlen. Die Hauptversammlung der Anteilhaber kann, durch Umwandlung der Nettogewinne in Kapital und Agio, Aktiendividenden an Stelle von Bardividenden ausschütten, oder Sachdividenden

und Sachausschüttungen festlegen, oder den Verwaltungsrat zur diesbezüglichen Zahlung ermächtigen. Dividenden und andere Ausschüttungen können ebenso von aus vorigen Jahren übertragenen, unverteilter Nettogewinnen ausgezahlt werden.

30.3 Festgelegte Dividenden und Ausschüttungen können in Euro oder jeder anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Währung und zu den vom Verwaltungsrat bestimmten Zeiten gezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann eine endgültige Bestimmung des anwendbaren Umrechnungskurses für die Umrechnung der für Dividenden oder Ausschüttungen verfügbaren Finanzmitteln in die auszuzahlende Währung vornehmen.

30.4 Jegliche Dividenden und Ausschüttungen, die festgelegt, aber von einem Anteilhaber nicht innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren ab dieser Festlegung beansprucht wurden, sind durch den Anteilhaber verwirkt und fallen an die Gesellschaft oder das hierfür relevante Compartment, je nach Sachverhalt, zurück. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, von Zeit zu Zeit die notwendigen Handlungen vorzunehmen, um eine solche Rückführung durchzuführen, und die Vornahme der entsprechenden Handlungen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen. Auf von der Gesellschaft festgelegte Dividenden oder vorgenommene Ausschüttungen, die von der Gesellschaft für Rechnung des Anteilhabers gehalten werden, werden keine Zinsen gezahlt.

30.5 Zahlungen von Dividenden und anderen Ausschüttungen in Bezug auf Compartment-Anteile und Genussrechte werden in Übereinstimmung mit der relevanten Anlage vorgenommen. Im Falle von Widersprüchen zwischen den Bestimmungen dieses Artikels und den Bestimmungen der Anlage sind die Bestimmungen der Anlage entscheidend.

Abschnitt 5. Verschiedenes

Art. 31. Satzungsänderungen. Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Anteilhaber, unter Beachtung der vom Gesetz von 1915 vorgesehenen Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und hinsichtlich der Mehrheitserfordernisse, geändert werden.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in der Satzung nicht geregelten Fragen sind unter Beachtung der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes zu regeln.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

ALCEDA FUND, vorgeannt, zeichnet dreihundertzehn (310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-)

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr 4.900,- €.

Generalversammlung

Sodann hat die Erschienene sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklärt, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt. Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen(I).
- 2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Roman Rosslenbroich, geboren am 2. März 1973 in Düsseldorf, beruflich ansässig in Hamburg,
 - Michael Sanders, geboren am 26. März 1972 in Oberhausen, beruflich ansässig in Hamburg
 - Jost Rodewald, geboren am 31. Mai 1971 in Braunschweig, beruflich ansässig in Hamburg
- 3.- Zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates wird Roman Rosslenbroich ernannt.
4. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:
DR. WOLLEN - DR. ELMENDORFF S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg
- 5.- Die Anschrift der Gesellschaft lautet:
4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg
- 6.- Die Aufträge der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2007 befindet. Der Auftrag des Wirtschaftsprüfers endet mit der Generalversammlung des Geschäftsjahres 2008.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Bartnik, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2007, Relation: LAC / 2007 /14970. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxembourg, den 27. August 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007113310/212/785.

(070129485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Landmark Investment Management Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 113.428.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 24 septembre 2007.

M. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2007113558/243/12.

(070130172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

TeamSystem Luxco Participation I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.050,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 73.571.

Extrait de la résolution du Conseil de gérance de la Société prise en date du 7 septembre 2007

En date du 7 septembre 2007, le Conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société vers l'adresse suivante: 9A, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, avec effet au 2 avril 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2007.

TeamSystem LUXCO PARTICIPATION I

Signature

Référence de publication: 2007113564/250/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2007, réf. LSO-CI06499. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

La Poja, Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 131.768.

STATUTES

In the year two thousand seven, the twentieth of September.

Before us Maître Joseph Gloden, notary residing in Grevenmacher (Luxembourg).

There appeared:

The company LWM HOLDINGS I CORP., having its registered office in Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street, Panama, Republic of Panama,

duly represented by Mr Eric Leclerc, employé privé, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy delivered in Luxembourg, on September 19th, 2007.

The prenamed proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the notary executing, remains annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as herefore indicated, requests the notary executing, to draw up the following articles of a joint stock company which it intends to organize as sole associate or with any persons who may become shareholder of the company in the future.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. A joint stock company (société anonyme) is herewith formed under the name of LA POJA.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company may lend and borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. Moreover, the company may pledge its assets for the benefit of its associate shareholders. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand euro (€ 31,000.-) divided into one thousand (1,000) shares with a par value of thirty-one euro (€ 31.-) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Board of Directors and Statutory Auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, associate/shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy.

In this case the next general meeting will proceed to the final elections.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, e-mail or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be associate/shareholders of the company.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the individual signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, associate/shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. If there is a sole associate, this sole associate exercises the powers of the general assembly of shareholders. If there are several shareholders the general meeting represents the whole body of shareholders.

The general meeting has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the third Tuesday of the month of June, at 4 p.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing at least ten percent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

In case one share is held by a usufructuary and a pure owner, the voting right belongs in any case to the usufructuary.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

In case a share is held by an usufructuary and a pure owner, the dividends as well as the profits carried forward belong to the usufructuary.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2008.

The first annual general meeting shall be held in 2009.

The first directors and the first auditor are elected by the sole associate acting in place of the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the articles of incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the sole associate acting in place of the extraordinary general shareholders' meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and payment

The shares have been subscribed and paid-up as follows:

Subscriber	Number of shares	Amount subscribed to and paid-up in EUR
LWM HOLDINGS I CORP., prenamed,	1,000	31,000.-
Total	1,000	31,000.-

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at two thousand five hundred Euro (€ 2,500.-).

Extraordinary general meeting

The above-named party, represented as herefore indicated, acting as sole associate, representing the whole subscribed capital, considering himself acting in place of an extraordinary general meeting passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2012:

1) Mr Eric Leclerc, employé privé, born in Luxembourg on the 4th of April, 1967, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

2) Mr Jos Hemmer, employé privé, born in Luxembourg on the 15 th of August, 1952, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

3) Mrs Martine Kapp, employée privée, born in Luxembourg on the 10th of December 1960, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the general meeting which will be held in the year 2012:

Mr Pascal Fabeck, employé privé, born in Arlon (B), the 16th of November 1968, residing professionally in L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Third resolution

The company's registered office is located at L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

The undersigned Notary who knows and speaks the English language, states herewith that, upon the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, whom is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt septembre.

Par-devant Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société LWM HOLDINGS I CORP., ayant son siège social à Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street, Panama, Republic of Panama,

ici représentée par Monsieur Eric Leclerc, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 19 septembre 2007.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer en tant qu'associé unique ou avec toutes autres personnes qui deviendraient actionnaires de la société par la suite.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LA POJA.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle peut également donner ses avoirs en gage, dans l'intérêt de ses associé/actionnaires. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (€ 31.000,-) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (€ 31,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associé/actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommée par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, e-mail ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être associé/actionnaires de la société.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, associé/actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a un associé unique, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires. En cas de pluralité d'actionnaires l'assemblée générale des actionnaires réunit tous les actionnaires.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième mardi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant au moins dix pourcent du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propiété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propiété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2008. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2009.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire sont élus par l'associé unique statuant en lieu et place d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'associé unique statuant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Souscripteur	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
La société LWM HOLDINGS I CORP., prénommée,	1.000	31.000,-
Total	1.000	31.000,-

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (€ 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constations

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille cinq cents euros (€ 2.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant l'associé unique représenté comme il est dit ci-avant agissant en lieu et place d'une assemblée générale extraordinaire a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012:

1) Monsieur Eric Leclerc, employé privé, né à Luxembourg le 4 avril 1967, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

2) Monsieur Jos Hemmer, employé privé, né à Luxembourg le 15 août 1952, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

3) Madame Martine Kapp, employée privée, née à Luxembourg le 10 décembre 1960, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

L'assemblée générale extraordinaire nomme Monsieur Eric Leclerc aux fonctions de président du conseil d'administration

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale qui se tiendra en 2012:

Monsieur Pascal Fabeck, employé privé, né à Arlon (B), le 16 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la personne comparante qui a requis le notaire de documenter le présent acte en langue anglaise, la personne comparante a signé le présent acte avec le notaire, qui déclare avoir connaissance personnelle de la langue anglaise.

Les présents statuts rédigés en langue anglaise sont suivis d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français le texte anglais primera.

Signé: E. Leclerc, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 septembre 2007, Relation GRE/2007/4019. — Reçu 310 euros.

Le Releveur (signé): Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 24 septembre 2007.

J. Gloden.

Référence de publication: 2007113302/213/349.

(070129471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Ideal Standard International Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 131.260.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 13 août 2007, que:

- BAIN CAPITAL FUND VIII-E, L.P. a transféré la totalité des parts qu'elle détenait dans la Société de la manière suivante:

15.000 (quinze mille) parts à IDEAL STANDARD INTERNATIONAL ACQUISITION, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 131.161, ayant son siège social au 9A, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg.

Depuis cette date, les parts de la Société sont réparties comme suit:

IDEAL STANDARD INTERNATIONAL ACQUISITION, 15.000 (quinze mille) parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2007.

IDEAL STANDARD INTERNATIONAL HOLDING

Signature

Référence de publication: 2007113511/250/23.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2007, réf. LSO-CI06451. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070129758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

CETP NPA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 111.009.

Il résulte du procès-verbal du conseil de gérance daté du 29 juin 2007 que le siège social de la Société a été transféré au:

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

avec effet au 1^{er} septembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2007.

CETP NPA S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007113569/5480/19.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2007, réf. LSO-CI05892. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070129703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Kamea International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 97.440.

Le bilan au 30 septembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007113213/802/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2007, réf. LSO-CI07608. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

CEP II Investment 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.005.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil de gérance datées du 31 août 2007 que le siège social de la Société a été transféré au:

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

avec effet au 1^{er} septembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2007.

CEP II INVESTMENT 2 S.a r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007113641/5480/19.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2007, réf. LSO-CI05825. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Carlyle (Luxembourg) Participations 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 70.545.

Il résulte des résolutions circulaires du conseil de gérance datées du 31 août 2007 que le siège social de la Société a été transféré au:

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

avec effet au 1^{er} septembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2007.

CARLYLE (LUXEMBOURG) PARTICIPATIONS 3 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007113643/5480/19.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2007, réf. LSO-CI05839. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Distriflor, Société Anonyme.

Siège social: L-8320 Capellen, Zoning Hirebusch.
R.C.S. Luxembourg B 36.109.

Par décision de l'Assemblée Générale ordinaire du 31 juillet 2007:

- Démission de M. Jacques Hermia et Mme Rosalie Aerts de leurs mandats d'administrateur.
- La Société Anonyme S.A. DOSETTEN AG, avec siège à L-8320 Capellen, Zoning Hirebusch, enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 6.550, représentée par M. Raymond Paul Digneffe, demeurant à B-Bruxelles, est nommée administrateur jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2011.
- la Société Anonyme LABORATOIRE DES SPECIALITES DU DR ERNST'S S.A., avec siège à L-8320 Capellen, Zoning Hirebusch, enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 6.011 représentée par M. Raymond Paul Digneffe, demeurant à B-Bruxelles, est nommée administrateur jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2011.
- Le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Raymond Paul Digneffe, demeurant à B-Bruxelles, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2011.
- Le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Christian Bruaux, lequel a transféré son domicile à B-7830 Silly, 29, rue du Docteur Hubert Dubois, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2011.

Luxembourg, le 20 août 2007.

Pour avis sincère et conforme

Pour *DISTRIFLOR S.A.*

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007114072/1261/26.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2007, réf. LSO-CI05138. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070130071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Solter Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 106.240.

RECTIFICATIF

De l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 juillet 2007

Il s'est avéré qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la troisième résolution du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme SOLTER INVESTMENTS S.A., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, qui a été signé le 20 juillet 2007, concernant la date des comptes applicables à l'ouverture de la liquidation, à savoir qu'en lieu et place de la date du «5 juillet 2007», il y a lieu de lire la troisième résolution dans l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 juillet 2007, dans sa version anglaise (page 5) et sa version française (page 10), comme suit:

Version anglaise:

«Third resolution

The Shareholders unanimously resolve to approve the interim financial statements dated 18 July 2007 in the form attached to the present minutes as the accounts applicable at the opening of the liquidation.»

Version française:

«Troisième résolution

Les Actionnaires décident unanimement d'approuver les comptes intérimaires datés du 18 juillet 2007 tels que joints au présent acte comme comptes applicables à l'ouverture de la liquidation.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 6 septembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007114063/202/29.

Enregistré à Luxembourg, le 17 septembre 2007, réf. LSO-CI05499. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Stonehenge Participations S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 38.113.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 août 2007

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Maître Reinhold Tournicourt, 18, Wijnbergstraat, 3052, Oud-Heverlee en remplacement de Monsieur Emile Vogt, 40, boulevard Joseph II, L-1840, Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007114069/550/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 septembre 2007, réf. LSO-CI05294. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

International Global Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 43.655.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 5 juin 2007 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a reconduit le mandat des administrateurs suivants pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires: M. Frédéric Fasel, M. Yves Martignier (60, route des Acacias à CH-1211 Genève 73), M. Pierre-Alain Eggly, M. Stelios Americanos, M. Pierre Etienne, M. Jerry Hilger et Mme Michèle Berger (3, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg).

2. L'Assemblée a reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises PricewaterhouseCoopers pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour INTERNATIONAL GLOBAL FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

PICTET FUNDS (EUROPE) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007113669/52/20.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2007, réf. LSO-CI06286. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Swiss Re Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 25.242.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société, qui s'est tenue en date du 17 septembre 2007

que le Conseil prend acte de la démission de ses administrateurs, Monsieur Walter Copping et Monsieur Geertjan Verheij, avec effet au 14 septembre 2007.

SWISS RE EUROPE S.A.

P. Raaflaub / M. Swallow

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007113671/7187/17.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2007, réf. LSO-CI09386. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070130063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Atraxis Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 87.687.

—
Par décision prise par le Conseil d'Administration réuni en date du 24 août 2007 à 11.00 heures au siège social

Monsieur Jean-Marc Debaty (directeur de sociétés, adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg) est coopté à la fonction d'Administrateur de la société en remplacement de Monsieur Alessandro Lardi et terminera le mandat de son prédécesseur.

Luxembourg, le 29 août 2007.

Extrait pour publication

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2007113637/536/17.

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2007, réf. LSO-CI02550. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

DNR (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 51.284.

—
Extrait des minutes du Conseil d'Administration de la Société qui s'est tenu le 5 août 2007

Au Conseil d'Administration de DNR (LUXEMBOURG) HOLDING S.A., il a été décidé comme suit:

- de renouveler le mandat de LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur-Délégué de la société;

Le mandat prenant fin à L'Assemblée Générale Ordinaire de 2012

Luxembourg, le 5 août 2007.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY SA

Administrateur-Délégué

Signatures

Référence de publication: 2007114058/710/18.

Enregistré à Luxembourg, le 17 septembre 2007, réf. LSO-CI05330. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

UMA, Unified Management Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 68.927.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 août 2007

Le mandat d'administrateur de Monsieur Serge Michel Gérard Proutchenko vient à échéance lors de cette assemblée générale annuelle.

Le mandat d'administrateur de Serge Michel Gérard Proutchenko est reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2012.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Catherine Guffanti et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 4 mai 2007 de coopter à la fonction d'administrateur Madame Sandrine Antonelli en remplacement de EDIFAC S.A., administrateur sortant.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Catherine Guffanti, Mme Sandrine Antonelli, M. Luc Verelst et Monsieur Serge Michel Gérard Proutchenko, administrateurs, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2012.

Extrait sincère et conforme
UMA, UNIFIED MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007114142/1022/28.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02076. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Mendel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.763.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 août 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Catherine Guffanti et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 7 mai 2007 de coopter à la fonction d'administrateur Madame Sandrine Antonelli en remplacement de EDIFAC S.A., administrateur sortant.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Catherine Guffanti, Mme Sandrine Antonelli et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2011.

Extrait sincère et conforme

MENDEL S.A.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007114140/1022/23.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02074. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Luminosa Initiatives Financières S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.891.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juillet 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Catherine Guffanti et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Catherine Guffanti et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2010.

Extrait sincère et conforme

LUMINOSA INITIATIVES FINANCIERES S.A.

Un mandataire
Signature

Référence de publication: 2007114137/1022/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02097. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Technolux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 78.591.

—
RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle, la modification de l'adresse des administrateurs figurant sur l'extrait des décisions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 24 avril 2006, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 9 mai 2006 sous la référence N ° L060040465 doit être lue de la manière suivante:

«Les administrateurs de catégorie A, Géraldine Schmit et Philippe Vanderhoven ainsi que l'administrateur de catégorie B, Fabio Mazzoni, ont également transféré leur adresse professionnelle au 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg.»

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007114126/587/18.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2007, réf. LSO-CI06378. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Steel Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.775.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Catherine Guffanti et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 4 mai 2007 de coopter à la fonction d'administrateur Madame Sandrine Antonelli en remplacement de EDIFAC S.A., administrateur sortant.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Catherine Guffanti, Mme Sandrine Antonelli et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2009.

Extrait sincère et conforme

STEEL FINANCE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007114133/1022/23.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02089. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

International Resources Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 107.578.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale tenue en date du 27 août 2007

Troisième résolution

L'Assemblée Générale prend note du transfert de siège social du Commissaire aux Comptes de la Société, à savoir WOOD, APPLETON, OLIVER EXPERTS COMPTABLES S. à r.l, du 9b, boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg au 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg avec effet rétroactif au 24 avril 2006.

Pour extrait
Pour la société
Signature

Référence de publication: 2007114123/587/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2007, réf. LSO-CI06363. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Euro Composites S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.542.

Die ordentliche Generalversammlung vom 4. Juni 2007 hat beschlossen, Herrn Dipl.-Ing. Falko Lühr, wohnhaft in D-54296 Trier, Ahornweg 40, geb. am 10. Oktober 1970 in Celle, Deutschland zum ordentlichen Verwaltungsrat mit sofortiger Wirkung für die Dauer von sechs Jahren zu berufen.

EURO COMPOSITES

Unterschrift

Référence de publication: 2007114032/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 septembre 2007, réf. LSO-CI02396. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Colart International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.583.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Claudine Boulain et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Claudine Boulain et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2011.

Extrait sincère et conforme

COLART INTERNATIONAL S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007114143/1022/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02080. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Finvela S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 76.620.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 août 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Claudine Boulain et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

- L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Claudine Boulain et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2010.

Extrait sincère et conforme
FINVELA S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007114141/1022/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02079. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Edifac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 72.257.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juillet 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 11 décembre 2006 de coopter à la fonction d'administrateur Madame Sandrine Antonelli en remplacement de Madame Brigitte Berchem administrateur sortant.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par l'Administrateur coopté depuis la date de sa cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que le mandat d'administrateur de Mme Sandrine Antonelli, administrateur coopté, prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2010.

Extrait sincère et conforme
EDIFAC S.A.
Un mandataire
Signature

Référence de publication: 2007114136/1022/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02094. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Coslir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 84.648.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2007

L'Assemblée Générale ratifie et confirme la décision du Conseil d'Administration du 17 janvier 2007 de coopter aux fonctions d'administrateurs Madame Claudine Boulain et Monsieur Luc Verelst en remplacement de Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale ratifie et confirme tous les actes passés par les Administrateurs cooptés depuis la date de leur cooptation jusqu'à la date de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée Générale décide que les mandats d'administrateurs de Mme Claudine Boulain et M. Luc Verelst, administrateurs cooptés, prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de 2010.

Extrait sincère et conforme
COSLIR S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007114135/1022/21.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007, réf. LSO-CI02092. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070129848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Cabosse SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8094 Bertrange, 47, rue de Strassen.
R.C.S. Luxembourg B 90.217.

—
A.G.E. du 14 août 2007

Les résolutions suivantes ont été prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire actée par Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen, en date du 14 septembre 2007, enregistrée à Capellen, le 16 août 2007 (CAP / 2007 / 2013):

1. L'Assemblée révoque Monsieur Claude Scorniciel, commerçant, ayant demeuré à B-5650 Walcourt, 65, rue des Ry de Ry, de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-directeur, son mandat ayant pris fin par son décès.

2. Sont nommés administrateurs et administrateurs-délégués jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en l'année 2013:

Monsieur Thierry Scorniciel, cadre commercial, né à Charleroi (B) le 15 février 1964, demeurant à B-5660 Mariembourg, 7, chaussée de Philippeville et

Monsieur Yvan Scorniciel, cadre commercial, né à Charleroi (B) le 20 avril 1966, demeurant à B-1360 Perwez, 6, rue Joseph Moinil.

3. La société sera valablement engagée par la seule signature d'un administrateur-délégué pour tous les actes de gestion journalière, sinon par la signature conjointe de deux administrateurs, dont l'un devra obligatoirement être administrateur-délégué.

Pour extrait délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 17 septembre 2007.

C. Mines.

Référence de publication: 2007114075/225/24.

(070130075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Gras Savoye Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 24.558.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 47817 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2007111956/211/11.

(070127460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2007.

Columbus Luxembourg Three S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 123.565.

—
Suite aux résolutions prises par l'associé unique le 29 août 2007, l'associé unique:

1. a pris acte et a accepté la démission avec effet immédiat de M. Frederik Roth, gérant unique de la Société; et

2. a nommé comme gérant unique de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- M. Mark Beckett, comptable, né le 14 septembre 1975 à Londres, demeurant au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2007.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007114101/1092/20.

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2007, réf. LSO-CI06836. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070130139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2007.
